



DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE

Rapport de gestion annuel au 31/12/2024
OPCVM relevant de la Directive 2009/65/CE

Société de gestion : Dorval Asset Management
Dépositaire : CACEIS Bank France
Commissaire aux comptes : KPMG



Sommaire

- 1 – Rapport de gestion
- 2 – Annexe SFDR
- 3 - Attestation du commissaire au compte



I. Caractéristiques générales

Fonds Commun de Placement (FCP)

Valorisation : quotidienne

Catégorie : Actions des pays de la zone euro

Objectif de gestion : Dorval European Climate Initiative a pour objectif l'investissement durable à hauteur a minima de 90% de son actif net, le solde pouvant être constitué de liquidités et/ou de dérivés de couverture. L'objectif du Fonds est de favoriser le développement d'entreprises, majoritairement de la zone euro, qui apportent des solutions aux enjeux climatiques via leurs offres de produits ou de services ou qui contribuent à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Les investissements en actions du Fonds seront 100% durables¹ au sens de la réglementation SFDR, a minima conformes à hauteur de 75% aux éco-activités définies par le label Greenfin. A travers cet objectif, le Fonds s'engage ainsi à limiter le potentiel de réchauffement de ses investissements d'ici 2100 sous le seuil de 2°C par rapport au niveau préindustriel.

Le fonds vise à dégager, sur un horizon d'investissement supérieur à 5 ans, une performance significative au travers d'une gestion fondamentale discrétionnaire portant sur les enjeux liés à la transition énergétique et écologique. L'indicateur de comparaison a posteriori est : l'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (code Bloomberg EZGSPABN Index)

- **Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)**

En tant qu'acteur des marchés financiers, la Société de Gestion de l'OPC est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement).

Cet OPC est classé « Article 9 » selon cette classification.

- **Information sur la prise en compte par la Société de Gestion des principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité :**

Les principales incidences négatives des décisions d'investissement de la Société de Gestion sur les facteurs de durabilité telles que définies dans l'article 7 du Règlement 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure » ou « SFDR »), à savoir les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption, sont prises en compte.

¹ Un « investissement durable » au sens de la réglementation SFDR est défini comme un investissement dans une activité économique contribuant à un objectif environnemental ou social, sans causer de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux ou sociaux, tout en veillant à ce que l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement applique des pratiques de bonne gouvernance (structures de gestion saines, relations avec le personnel, respect des obligations fiscales, etc). (Source AMF). La définition d'un investissement durable pour Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante : <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>.

Par ailleurs, les enjeux ESG intégrés dans le processus d'investissement sont détaillés dans la politique d'investissement de ce prospectus. Le détail des engagements ESG de la Société de Gestion est disponible dans les politiques relatives à l'investissement responsable disponibles sur son site Internet : <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

Le détail des informations pré-contractuelles sur les caractéristiques environnementales ou sociales est disponible en annexe.

▪ **Règlement (UE) 2020/852 dit « Taxonomie ou Taxinomie »**

Le règlement européen 2020/852 fixe les critères permettant de déterminer si une activité économique est « durable » sur le plan environnemental dans l'Union Européenne. Selon ce règlement, une activité peut être considérée comme « durable » si elle contribue substantiellement à l'un des 6 objectifs environnementaux fixés par ce règlement comme notamment l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la prévention et la réduction de la pollution ou la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

De plus, cette activité économique doit respecter le principe de « ne pas causer de préjudice important » (DNSH) à l'un des cinq autres objectifs du règlement Taxonomie ; elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international (alignement sur les principes directeurs de l'OCDE et des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) et doit être conforme aux critères d'examen technique établis par la Commission européenne.

Le Fonds s'engage à investir dans une proportion minimale d'investissements de 15% de son actif net dans des activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental au sens du Règlement Taxonomie et qui contribuent aux objectifs environnementaux de la Taxonomie.

Conformément aux dispositions établies par la réglementation SFDR et le Règlement Taxonomie, les investisseurs sont informés des éléments suivants :

Classification SFDR	Proportion minimum d'investissements durables au sens de SFDR	Dans quelle mesure les investissements durables avec un objectif environnemental sont-ils alignés avec la taxonomie de l'UE ?			Ce produit financier prend-il en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?
		Pourcentage minimum d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE	Part minimale des investissements dans les activités transitoires	Part minimale des investissements dans les activités habilitantes	
Article 9	90%	15%	0%	0%	Oui

La Société de Gestion s'efforce d'améliorer sa collecte de données d'alignement taxonomie afin de garantir l'exactitude et la pertinence des informations en la matière. Des mises à jour ultérieures du prospectus pourront être effectuées en conséquence.

Indicateur de référence : L'indicateur de référence est l'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR, calculé dividendes nets réinvestis.

Profil de risque : Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Le profil de risque du Fonds est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés d'actions de la zone euro.

Actif net du fonds au 31/12/2024 : 51 890 779.50 €

31/12/2024	Port R (FR0013334380)	Port I (FR0013334398)	Port N (FR0013334372)	Port Q (FR0013392321)
VL	81.03 €	85.89 €	84.99 €	120.58 €
Nombre de parts	22 337.072	352 114.771	116 232.549	82 573.663
Actif net	1 810 062.37 €	30 244 432.90 €	9 879 119.79 €	9 957 164.44 €

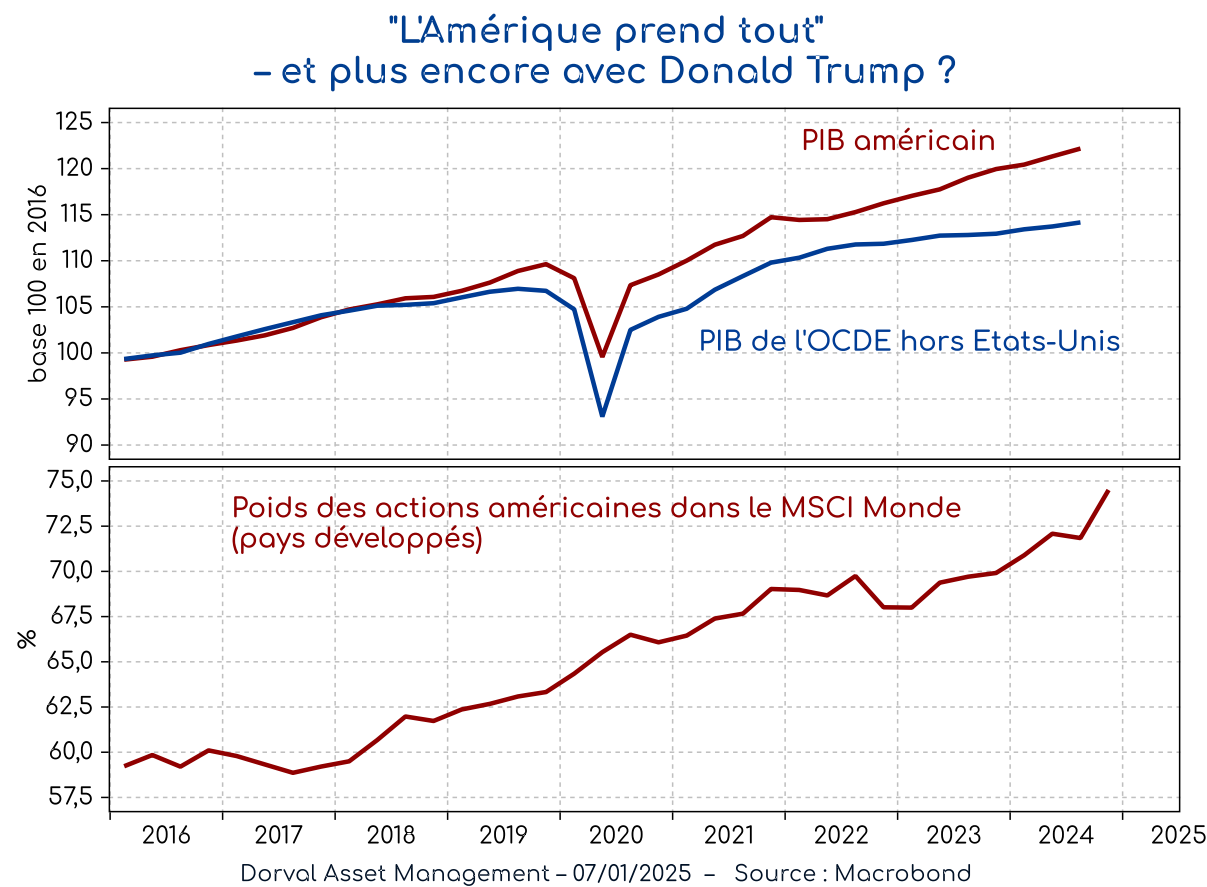
Valorisation : quotidienne - Date de création : 22/06/2018

Rappel : Le fonds Dorval Manageurs Euro a changé de stratégie au 31 décembre 2021 pour devenir Dorval European Climate Initiative.

1. Contexte économique et financier

Les marchés accueillent l'élection de Donald Trump avec un mélange d'excitation et d'angoisse

Le triomphe de Donald Trump aux élections américaines de novembre 2024 renforce l'idée déjà bien ancrée chez les investisseurs d'une Amérique « qui prend tout », avec une économie nettement plus dynamique qu'ailleurs et un marché des actions qui représente désormais l'écrasante majorité de la capitalisation boursière mondiale (graphique 1). L'Europe, a contrario, apparaît encore plus faible, impuissante, empêtrée dans ses contradictions et prise en étau entre un ennemi déclaré à l'est et un allié de moins en moins bienveillant à l'ouest. Les problèmes politiques français et l'implosion de la coalition gouvernementale allemande est un des nombreux stigmas de cette impuissance. Quant à la Chine, elle reste empêtrée dans une crise immobilière d'ampleur historique.



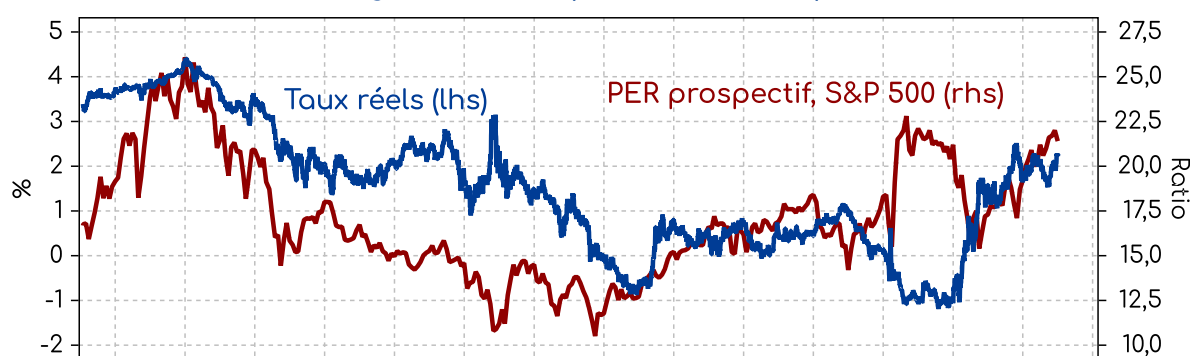


Le résultat des élections est donc perçu par les investisseurs comme un choc asymétrique favorable aux Etats-Unis (baisse des impôts, dérégulation, etc.) et défavorable au reste du monde du fait de la guerre commerciale qui s'annonce – mais tout n'est peut-être pas si simple.

Wall Street a déjà bien intégré l'optimisme américain

La valorisation des actions américaines semble de plus en plus tendue. Si l'on exclut l'année du Covid, elle se situe au plus haut depuis 2001 en termes de PER prospectif (21,7 au 31 décembre 2024), alors même que les taux réels à long terme sont à leur plus haut depuis plus de quinze ans. La prime de risque des actions par rapport aux obligations d'Etat ⁽²⁾ a donc baissé pour atteindre un peu plus de 2% aujourd'hui, deux fois moins que sa moyenne historique. Cette prime reste cependant supérieure à son point bas de 1999/2000, lorsqu'elle était passée en dessous de 1%.

PER, taux longs réels et prime de risque du S&P500



Prime de risque = inverse du PER moins taux longs réels



Dorval Asset Management – 07/01/2025 – Source : Macrobond

L'envolée du PER de Wall Street a aujourd'hui deux composantes bien distinctes. La première découle du poids croissant (33% du S&P 500 aujourd'hui, du jamais vu) d'une petite dizaine de géants mondiaux ultra rentables et donc chers (Nvidia, Apple, Microsoft, etc.). L'hyper croissance de leur bénéfices – plus de trois fois supérieure à celle du reste du S&P 500 depuis le début de la décennie – s'étiolera forcément un jour mais le boom de l'intelligence artificielle semble a priori peu propice à un atterrissage immédiat.

La deuxième composante embarque l'ensemble de la cote. On peut l'estimer à l'aide du PER du S&P 500 équipondéré, qui, à environ 17 contre 16 en moyenne depuis dix ans, est certes élevé mais ne plaide pas en faveur d'un diagnostic de bulle. Reste que le PER équipondéré de Wall Street est devenu 35% plus cher que celui du reste du monde, un record. En termes relatif, le thème de « l'Amérique prend tout » paraît donc de plus en plus intégré dans les prix des marchés.

La qualité de la croissance américaine en question en 2025 ?

² La prime de risque est ici calculée en soustrayant les taux longs réels de l'inverse du PER des actions.



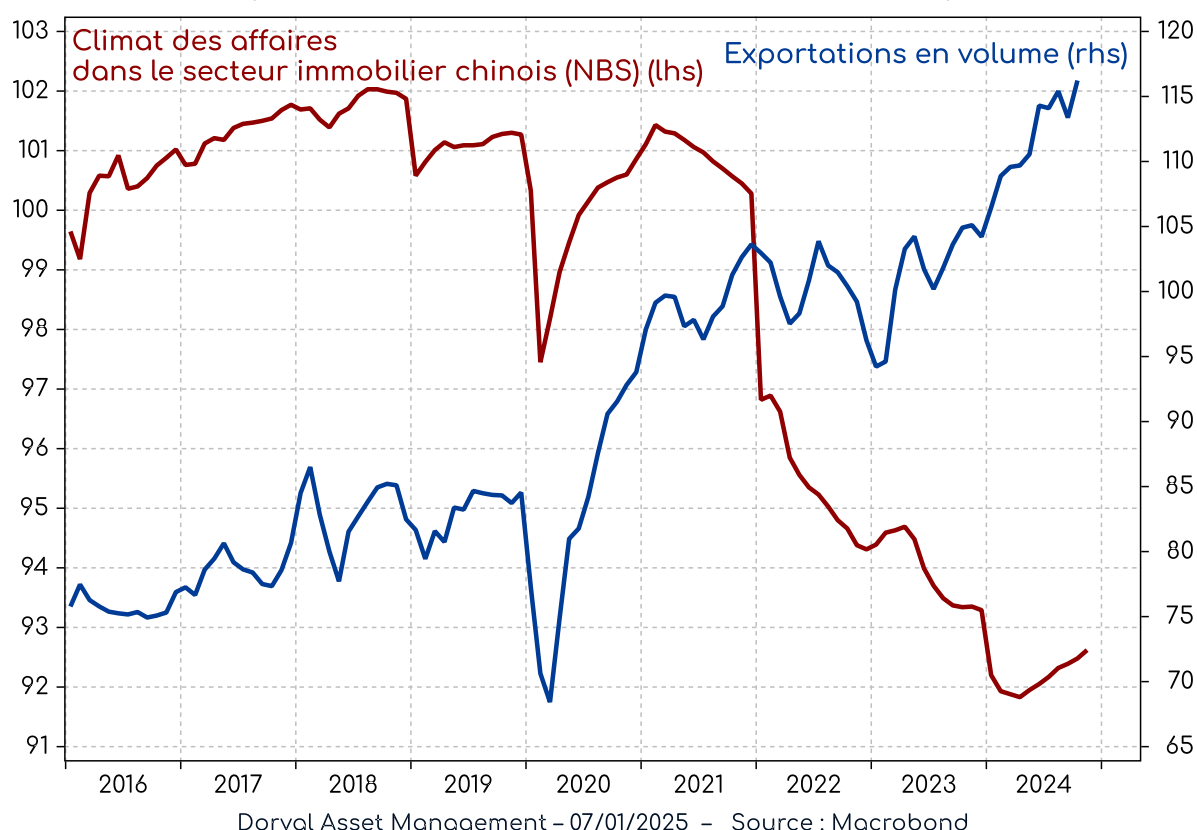
Le scénario « Boucle d'or » d'une économie américaine ni trop chaude ni trop froide se déroule devant nos yeux depuis 2023. La maturité du processus de désinflation et l'arrivée de Donald Trump questionnent la poursuite de ce scénario. Sa politique – dont on ignore aujourd'hui l'agenda et les contours exacts – pourrait en effet s'avérer inadaptée à la phase actuelle du cycle. Combinées à un net ralentissement de l'immigration et de fortes hausses des droits de douane, les baisses d'impôts pourraient faire renaître le thème de la surchauffe et stopper, voire inverser, la dynamique baissière des taux d'intérêt à court terme. Connaissant la sensibilité du cycle financier global à la dynamique des taux d'intérêt et de la devise américaine, cela ne présagerait rien de bon.

Ce scénario de risque est déjà en partie dans les prix, les marchés anticipant que la Fed ne pourra baisser les taux en dessous de 4% en 2025, contre 4,25-4,50% aujourd'hui. Quant aux taux réels à long terme, ils sont déjà revenus à leur niveau d'avant la crise de 2008, à plus de 2%. Enfin, le marché du travail a sensiblement ralenti en 2024, ce qui réduit les risques d'un retour rapide au scénario de surchauffe. Mais nul doute que les chiffres d'inflation américains seront scrutés avec une grande attention par les investisseurs.

Hors des Etats-Unis, les contrefeux s'organisent

Créatrice d'incertitudes, la politique d'instrumentalisation des droits de douane par Donald Trump fait peser un risque à la baisse sur les prévisions économiques mondiales. Ces craintes ont cependant la vertu de pousser la Chine et l'Europe dans la direction d'une politique conjoncturelle plus favorable à la croissance domestique. La Chine, plombée par sa crise immobilière mais boostée par ses exportations, s'est dotée depuis septembre 2024 d'un plan de relance qu'elle s'apprête à intensifier pour crédibiliser son objectif de croissance d'environ 5% en 2025 quoiqu'il arrive.

Chine : dépression immobilière et boom des exportations



Quant à l'Europe, affaiblie économiquement et politiquement mais désormais (presque) libérée du problème de l'inflation, elle s'engage sur la voie d'une politique monétaire plus accommodante et d'une politique budgétaire moins restrictive. Il faudra bien cela, car les prévisionnistes, qui se basent sur le précédent de 2018 et 2019, estiment que la guerre

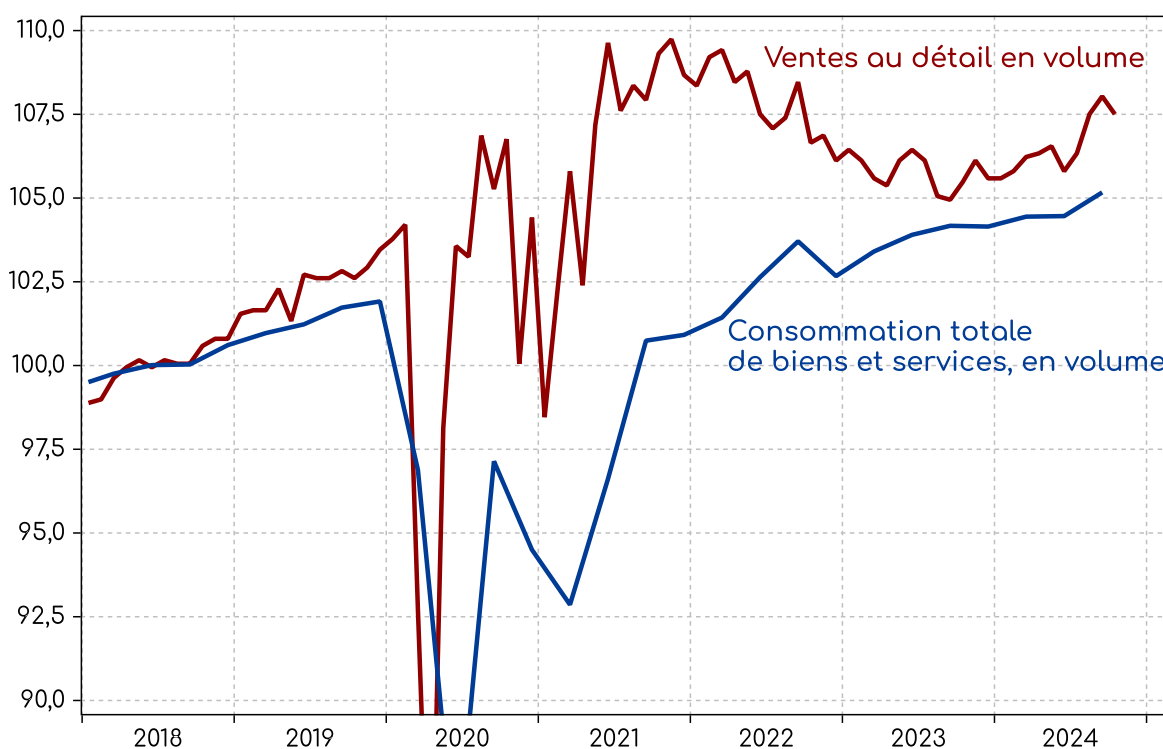


commerciale pourrait coûter de 0,3% à 0,7% au PIB de la zone euro d'ici au début de 2026 – même si beaucoup dépendra du déroulé et du niveau des tensions commerciales à venir.

A court terme, il faudra aussi surveiller la dynamique de l'emploi, qui s'affaiblit dangereusement en Allemagne et en France – mais pas dans le reste de la zone euro. La relance du canal du crédit par la BCE, la remontée du pouvoir d'achat et la baisse attendue du taux d'épargne des ménages – très élevé aujourd'hui – soutiendront cependant la croissance, comme on le voit déjà pour la consommation. N'oublions pas non plus que le plan d'investissement décidé au moment du Covid continue de produire ses effets positifs dans les pays du sud et de l'est de l'Europe. Enfin, un cessez-le feu en Ukraine, encore très hypothétique, pourrait alléger la pression.

Une consommation des ménages plus soutenue en zone euro

Base 100 en 2018



Dorval Asset Management – 07/01/2025 – Source : Macrobond

2. Politique d'investissement

Premier semestre 2024

Janvier : En janvier, les investisseurs réévaluent la probabilité d'une première baisse de taux, tôt dans l'année, au regard d'économies qui surprennent par leur résilience et d'une désinflation qui justifie des baisses de taux en 2024. Les énergies vertes rendent la performance réalisée sur la fin d'année et coûtent -2.8% à la performance du fonds sur le mois. Cette baisse s'explique à la fois par le repricing obligatoire, mais également par la baisse des prix sur les marchés de l'électricité et du CO2 ayant tous deux baissés de plus de 20% en Europe. Les premières publications de résultats apparaissent de bonne facture et permettent aux indices de battre des records portés par les secteurs du luxe (LVMH) et des technologies (SAP, ASML, Nokia). Ces entreprises technologiques bien représentées au sein de nos principales convictions ont rapporté +1.2% en janvier. Le fonds obtient le renouvellement de ses labels ISR et Greenfin à l'issue de l'audit respectif de Deloitte et de l'Afnor. En bonne voie pour atteindre l'objectif de réduction de 55% de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030, l'Union européenne se projette sur 2040 avec la volonté de présenter un plan de réduction de

90% de ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Ce plan renforcera la visibilité et les investissements en faveur des technologies vertes.

Février : En février, les attentes des investisseurs concernant les baisses de taux ont convergé comme en janvier vers la projection des banquiers centraux à la suite de données macroéconomiques et d'inflation sur le mois (PPI, CPI) plus fortes qu'attendues. Cet environnement monétaire continue de peser sur les énergies vertes, déjà fragilisées par des prix de l'électricité en berne mais également par des effets d'annonces politiques : avance de D. Trump, coupures budgétaires en faveur de la transition énergétique en France, contestation du monde agricole envers le Green Deal européen, etc. Cette conjonction d'éléments pèse à court terme sur le sentiment des investisseurs envers les énergies vertes mais constitue sans doute selon nous une opportunité à moyen terme de s'exposer à des acteurs de qualité à la stratégie éprouvée et qui devraient continuer de croître à deux chiffres dans les prochaines années. La diversification opérée par le fonds s'avère une fois de plus pertinente. Les publications du mois de février mettent à l'honneur des acteurs industriels et leur permettent de battre de nouveaux records boursiers à l'image de Bureau Veritas, de Schneider Electric, ou de Nexans ayant affiché des résultats supérieurs aux attentes du marché. Pour la 3^e année, EPSOR a récompensé le fonds sur son score d'impact en relatif des fonds actions domiciliés en France.

Mars : En mars, les indices enchaînent de nouveaux records profitant à la fois de la poursuite des bons résultats des entreprises et des discours des banquiers centraux réaffirmant les baisses de taux à venir. L'OPA lancée par KKR sur Encavis, opérateur de fermes solaires et éoliennes, avec une prime de 54% (par rapport au prix du 5 mars avant rumeur), confirme la décote entre la réelle valeur de ces actifs renouvelables et ce qu'en valorise le marché. Sur le front des résultats, les investisseurs ont salué la bonne dynamique opérationnelle affichée par Neoen et SPIE ainsi que la dynamique de commandes profitables enregistrée par Nordex. Un rééquilibrage sectoriel et par taille de capitalisation a été réalisé au sein du fonds aux dépens de valeurs dont le potentiel apparaît désormais plus limité au sein de l'écoconstruction, de la technologie de l'information et de la poche hors éco-activités. L'allègement de la poche semi-conducteurs (ASML, ASML) et de la thématique écoconstruction (Kingspan, Inwido) bénéficie aux acteurs de l'ingénierie (Sopra Steria, ALTEN et Kontron) et aux services financiers. En 2023, pour la 1^{re} fois (hors période exceptionnelle Covid), la France enregistre une baisse annuelle de ses émissions de gaz à effet de serre (-4.8% vs 2022), cohérente avec l'Accord de Paris.

Avril : En avril, les tensions géopolitiques conduisent à une phase de consolidation des marchés, alimentée par des taux d'intérêts (10Y US 4.7%) et des prix de l'énergie (Brent 87\$/brl) au plus haut de l'année. Ces craintes sont néanmoins contenues en Europe par la perspective d'une baisse des taux le 6 juin. Les premières publications du 1^{er} trimestre (30% à fin avril) surprennent favorablement par leur résilience (Nexans, Spie, Bureau Veritas, Schneider Electric) et montrent la capacité des investisseurs à se projeter au-delà des faiblesses d'un trimestre (semi-conducteurs, ingénierie). ASM International surprend par la forte dynamique de ses prises de commandes et relève ses perspectives pour le prochain trimestre. Le fonds pâti de la contreperformance d'Alfen expliquée par 3 événements : coup de mou des véhicules électriques, des problèmes de moisissures sur des livraisons et le désistement de son nouveau directeur financier. L'institut de recherche sur l'impact climatique de Potsdam estime que le coût de l'inaction climatique s'avère déjà très élevé. Rien que pour les émissions passées, il sera d'ici 2050 six fois plus important que le coût de l'action climatique pour limiter le réchauffement à 2°C. La France devrait subir une baisse de son revenu médian de 13% d'ici 2050 sans actions adaptées.

Mai : En mai, les marchés sortent par le haut de la phase de consolidation avec une redistribution des performances, permise par la baisse des taux actée en Europe, sur des facteurs sur lesquels le fonds est bien positionné (small caps, cycliques et sensibilité aux taux). Plus de 90% des entreprises du STOXX 600 ont publié leurs résultats avec des bénéfices dépassant de +9% les attentes. Les énergies vertes retrouvent de l'intérêt auprès des investisseurs au regard du rôle central qu'elles occupent à la fois dans la décarbonation de l'Europe et dans le déploiement des centres de données et de l'IA. Cet attrait est renforcé également par le lancement d'une OPA sur Neoen par le fonds d'infrastructures Brookfield avec une prime de 26.9% (vs le 29/05). Le fonds accompagne Alstom et Sacyr dans leur augmentation de capital et renouvelle son soutien des solutions climatiques. Le programme

d'Alstom vise à participer au désendettement du groupe et à permettre la hausse de ses capacités de production et satisfaire son important carnet de commandes (92 mds€ soit 5 ans de CA). Le financement de Sacyr s'inscrit dans le cadre de son plan 2027 pour financer le développement de 10 mds€ de nouveaux projets sur un marché identifié de 75 mds€. La société vise également à réduire significativement la taille et le coût de sa dette afin d'obtenir le statut d'investment grade.

Juin : En juin, les élections européennes ont marqué la montée en puissance des extrêmes et la France a surpris les investisseurs par l'annonce inédite dans cette configuration de la dissolution de l'Assemblée nationale. Au terme d'une campagne éclair et des résultats du 1^{er} tour marqués par une forte participation, les Français ont renversé le gouvernement en place. Le CAC40 a redonné ses gains acquis en YTD et illustre la montée d'une prime de risque France. Ces inquiétudes se sont également répercutées sur des secteurs domestiques et sensibles aux évolutions politiques : l'énergie (SPIE), les concessions (Vinci), le secteur financier (Axa) et technologique (Alten, Sopra Steria). Alfen a revu ses prévisions de résultats à la baisse en raison de retards dans l'exécution de certains contrats, d'un déploiement plus lent des véhicules électriques et d'une importante dépréciation sur certains stocks. Les récentes statistiques d'inflation (CPI, PPI) décélèrent des deux côtés de l'Atlantique et accentuent l'amorçage de la baisse des taux d'intérêts (-0.25% de la part de la BNS et de la BCE). Le règlement sur la restauration de la nature, pilier majeur du pacte vert européen, a été définitivement adopté par le Conseil des ministres de l'Environnement de l'UE. Ce texte prévoit notamment la restauration d'au moins 30% des écosystèmes dégradés à horizon 2030 dans l'UE.

Second semestre 2024

Juillet : En juillet, le risque politique continue d'influencer les marchés en amont des publications du 2^{ème} trimestre. En France, la volonté du Président de ne pas nommer de nouveau Premier Ministre avant la mi-août fige la situation à un moment où le monde a les yeux tournés vers les Jeux Olympiques de Paris 2024. En Europe, Ursula von der Leyen est confortablement réélue à la présidence de la Commission Européenne avec des engagements forts sur la compétitivité européenne et le maintien du Pacte Vert. Aux Etats-Unis, Biden renonce à briguer un second mandat et projette Kamala Harris dans un duel avec Donald Trump. La moitié des sociétés européennes ont publié leurs résultats avec au global une surprise légèrement positive. Les déceptions (luxé, exposition Chine, valeurs cycliques) ont été fortement sanctionnées (sous-performance de -1.8% en moyenne). Le fonds bénéficie des bonnes publications de Nordex, Nexans, Spie (relèvement de l'objectif de marge), de Bureau Veritas (croissance organique 2024 revue en hausse et premiers effets du plan Leap28), la reprise d'Alstom (mix et commande record en Allemagne de 4Mds€). A l'inverse, les valeurs technologiques (ASML, ASM I, STMicro et Infineon) pâtissent du ralentissement dans les secteurs Auto & Industriels ainsi que de la crainte de nouvelles restrictions technologiques américaines envers la Chine.

Août : En août, la confirmation du début du cycle de baisse des taux aux Etats-Unis en septembre et la publication d'indicateurs macro-économiques bien orientés permettent au marché de progresser et de clore la mini correction de début de mois. La décision de la Banque du Japon d'augmenter son taux directeur à contre-courant des autres banques centrales couplée à la baisse des créations d'emplois aux Etats-Unis a insufflé une vague de panique début août, propulsant momentanément le Vix à des niveaux records avant de se normaliser. Lors du sommet de Jackson Hole, Powell a confirmé la bonne trajectoire de l'inflation et a esquissé la possibilité pour la Fed de basculer vers son second objectif, l'emploi, face au risque d'un affaiblissement prononcé du marché du travail. Si l'ampleur des baisses de taux fluctuera au gré des indicateurs économiques, le marché table aujourd'hui sur 8 baisses de taux d'ici juillet 2025 aux Etats-Unis et 6 en Europe. En France, la trêve politique des JO touche à sa fin sans qu'aucun 1^{er} ministre n'ait encore été nommé, malgré la multiplication des consultations avec les grands partis politiques français. Cet été, les conséquences du réchauffement climatique ont continué à se faire sentir à l'image de la tropicalisation de la mer Méditerranée entraînant la mort et la migration de certaines espèces marines impactant ces écosystèmes côtiers.



Septembre : En septembre, la baisse des taux aidée par une inflation désormais sous contrôle et l'annonce d'un plan de relance massif en Chine ont permis aux marchés d'atteindre de nouveaux records. La Fed frappe fort pour sa 1^{ère} baisse de taux depuis 2020 (-50bps), invoquant un rééquilibrage de ses efforts vers l'emploi et initiant un cycle de baisses des taux pour les 2 prochaines années. 30 jours avant l'élection présidentielle américaine, K. Harris sort gagnante du 1^{er} débat l'opposant à D. Trump et renouvelle sa volonté d'accroître les investissements pour le climat. La BCE poursuit ses baisses de taux (-0.25bps) avec une inflation qui revient sous les 2% (+1.8% en septembre). En France, un gouvernement a été formé malgré des incertitudes sur sa longévité et sa maîtrise du déficit. Grenergy bénéficie de la baisse des capex dans les batteries pour améliorer la rentabilité déjà à 2 chiffres du plus grand projet de stockage d'énergie au monde. Un accord entre Chypre et la Grèce sur le plus grand projet d'interconnexion de l'histoire permet à Nexans de dérisquer déjà l'année 2025 (20% du carnet de commandes sur le segment G&T). L'ESMA accentue sa lutte contre le greenwashing via de nouvelles règles encadrant l'usage des termes ESG dans la dénomination des fonds pour tous les fonds créés après le 21 novembre et dès le 21 mai 2025 pour tous les autres fonds.

Octobre : En octobre, les marchés actions européens ont été secoués par la faiblesse des premières publications de résultats du T3 et différents événements politiques : élections américaines, nouvelles mesures chinoises et la loi de finances 2025. À moins d'une semaine des élections américaines et si le résultat des urnes peut toujours réserver des surprises, les investisseurs plébiscitent le « Trump Trade ». Les annonces et plans de relance chinoises suscitent l'intérêt et l'impatience des investisseurs, soucieux de voir l'économie retrouver son dynamisme. Les nouvelles hausses d'impôts prévues pour les entreprises devraient entraîner une baisse entre 2% et 5% sur l'année des BPA des sociétés du CAC40. Les entreprises européennes peinent à surprendre positivement les marchés, affectées par l'environnement économique et l'exposition chinoise de nombreux secteurs. ASML a été sanctionnée par la division par 2 de ses attentes de croissance pour 2025, avec de l'attentisme/report de la part de ses clients sur 2026 faute d'un rebond de la demande jusqu'à présent. GEA a présenté ses objectifs pour 2030, ayant déjà atteint ceux de 2026 avec 2 ans d'avance. Lors des Trophées de la Finance Responsable organisés par Investissement Conseils, le fonds a remporté pour la deuxième année consécutive le prix "Actions à Impact Environnemental" ainsi que le prix "Climat Carbon4Finance".

Novembre : En novembre, l'élection de Trump à la présidence des États-Unis conduit à un triple choc pour l'Europe, la finance durable et le climat. Au fil des annonces et des nominations, les investisseurs tentent d'évaluer l'ampleur et les conséquences sur l'économie mondiale. Ses politiques favorisant le protectionnisme et les énergies fossiles et pourraient ajouter 4 gigatonnes de GES d'ici 2030, soit les émissions annuelles combinées de l'Europe et du Japon. Cette élection intervient dans un contexte où la COP29 a échoué sans surprise à produire des mesures concrètes, à l'exception des marchés carbone. L'Europe apparaît ainsi comme une victime collatérale de l'agenda politique de Trump, avec une sous-performance inédite par rapport aux actions américaines (-24.3% depuis le début de l'année en euros). Paradoxalement, les acteurs des énergies renouvelables européens ont plus souffert que leurs pairs américains alors même que sa politique devrait surtout impacter les sociétés américaines et que les entreprises européennes concernées réalisent l'entièreté de leur chiffres d'affaires hors des US. Nexans a publié sa feuille de route 2028 et vise à orienter 100% de son activité sur l'électrification avec un objectif de 1,15 Mds€ d'EBITDA d'ici 2028 (vs 650Mn en 2023), grâce à la croissance des investissements dans la transmission d'énergie, les datacenters et les énergies renouvelables.

Décembre : L'année 2024, riche en élections, a été marquée par une hausse des tensions politiques : crise politique en France et en Allemagne, élection de Donald Trump, conflits au Proche-Orient et en Ukraine. Inédit depuis 1962, le gouvernement français a été censuré seulement 100 jours après sa nomination. En Allemagne, Olaf Scholz perd un vote de confiance et ouvre la voie à des élections anticipées fixées au 23 février 2025. Si la désinflation et la faiblesse de l'économie européenne semblent tracer une trajectoire claire de baisses de taux pour la BCE en 2025 (5 baisses attendues), la robustesse de l'économie américaine et les perspectives d'une politique pro-business poussent la Fed à envisager un ralentissement de l'assouplissement monétaire pour 2025 (2 baisses attendues). Aurubis et Derichebourg



offichent des publications de résultats supérieures aux attentes. Grenergy vend pour plus de 900 M€ les 3^{èmes} phases sur 7 de ses actifs chiliens à KKR, soit plus que sa capitalisation boursière avant la transaction. Le fonds change d'indice de référence au 31 décembre pour un indice toujours PAB et plus aligné au label Greenfin. L'immobilier entre dans le fonds pour tirer parti de la baisse des taux en Europe. Le poids des ENR diminue, partiellement compensé par une exposition aux réseaux électriques. Le fonds renouvelle son label Greenfin à l'issue de l'audit de l'Afnor.

Performances mensuelles 2024 :

	Jan.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.	2024
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE part I	-1.50%	+1.08%	+4.05%	-1.45%	+6.51%	-5.38%	+2.29%	+0.72%	+0.17%	-5.33%	-1.90%	+0.60%	-0.79%
EURO STOXX Total Market Paris-Aligned	+1.91%	+2.94%	+3.05%	-1.87%	+2.41%	-1.65%	+0.45%	+2.03%	+2.13%	-4.59%	-0.71%	+1.60%	+7.65%

3. Performance et statistiques du fonds au 31 décembre 2024

■ Part I

Performances nettes cumulées											Performances nettes annualisées			
	1 mois	3 mois	6 mois	YTD	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création		3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création
Fonds - Part I	0.60%	-6.57%	-3.57%	-0.79%	-0.79%	-6.91%	4.27%	-	-14.11%		-2.36%	0.84%	-	-2.31%
Indicateur de référence	1.60%	-3.75%	0.75%	7.65%	7.65%	9.71%	32.66%	-	43.84%		3.14%	5.82%	-	5.73%
Ecart	-1.01%	-2.82%	-4.32%	-8.43%	-8.43%	-16.63%	-28.39%	-	-57.95%		-5.50%	-4.97%	-	-8.04%

Performances nettes calendaires														
	2024 - YTD	2023	2022	2021	2020	2019	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds - Part I	-0.79%	13.82%	-17.57%	20.72%	-7.21%	9.55%	-	-	-	-	-	-	-	-
Indicateur de référence	7.65%	18.45%	-13.95%	22.16%	-1.02%	25.47%	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart	-8.43%	-4.63%	-3.62%	-1.43%	-6.20%	-15.92%	-	-	-	-	-	-	-	-

■ Part N

Performances nettes cumulées											Performances nettes annualisées			
	1 mois	3 mois	6 mois	YTD	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création		3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création
Fonds - Part N	0.59%	-6.56%	-3.57%	-0.78%	-0.78%	-6.91%	3.65%	-	-15.01%		-2.36%	0.72%	-	-2.46%
Indicateur de référence	1.60%	-3.75%	0.75%	7.65%	7.65%	9.71%	32.66%	-	43.84%		3.14%	5.82%	-	5.73%
Ecart	-1.01%	-2.81%	-4.32%	-8.43%	-8.43%	-16.63%	-29.01%	-	-58.85%		-5.50%	-5.10%	-	-8.19%

Performances nettes calendaires														
	2024 - YTD	2023	2022	2021	2020	2019	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds - Part N	-0.78%	13.82%	-17.57%	20.37%	-7.50%	9.23%	-	-	-	-	-	-	-	-
Indicateur de référence	7.65%	18.45%	-13.95%	22.16%	-1.02%	25.47%	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart	-8.43%	-4.63%	-3.62%	-1.79%	-6.48%	-16.24%	-	-	-	-	-	-	-	-

■ Part R



Performances nettes cumulées										Performances nettes annualisées			
	1 mois	3 mois	6 mois	YTD	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création	3 ans	5 ans	10 ans	Depuis création
Fonds - Part R	0.52%	-6.75%	-3.97%	-1.58%	-1.58%	-9.24%	-0.15%	-	-18.97%	-3.18%	-0.03%	-	-3.17%
Indicateur de référence	1.60%	-3.75%	0.75%	7.65%	7.65%	9.71%	32.66%	-	43.84%	3.14%	5.82%	-	5.73%
Ecart	-1.08%	-3.01%	-4.72%	-9.23%	-9.23%	-18.96%	-32.81%	-	-62.81%	-6.32%	-5.84%	-	-8.91%

Performances nettes calendaires													
	2024 - YTD	2023	2022	2021	2020	2019	-	-	-	-	-	-	-
Fonds - Part R	-1.58%	12.78%	-18.23%	19.65%	-8.05%	8.58%	-	-	-	-	-	-	-
Indicateur de référence	7.65%	18.45%	-13.95%	22.16%	-1.02%	25.47%	-	-	-	-	-	-	-
Ecart	-9.23%	-5.67%	-4.28%	-2.51%	-7.03%	-16.89%	-	-	-	-	-	-	-

■ Part Q – création 27/12/2018

Performance depuis création	Performance 2024
+20.58%	-0.08%

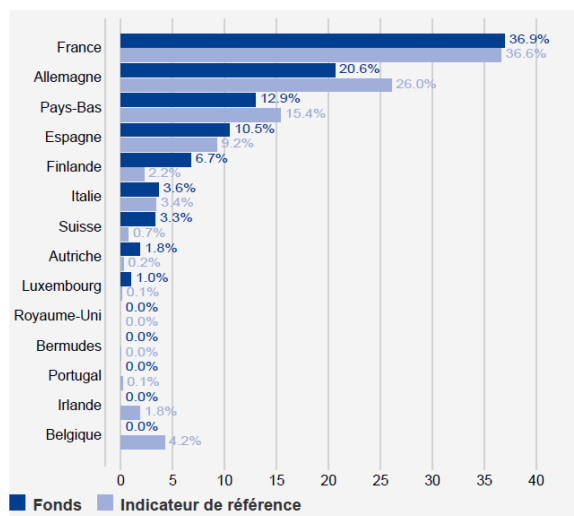
Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les calculs de performance sont réalisés dividendes nets réinvestis pour l'OPCVM. Les calculs de performances de l'indicateur de référence sont réalisés dividendes nets réinvestis.



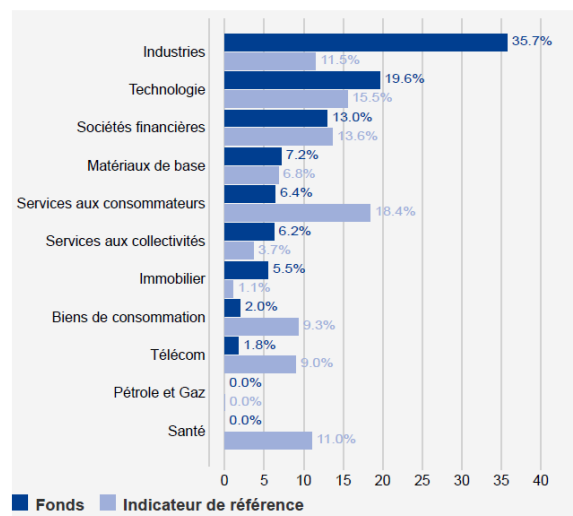
CONSTRUCTION DE PORTEFEUILLE

Reporting mensuel au 31 décembre 2024

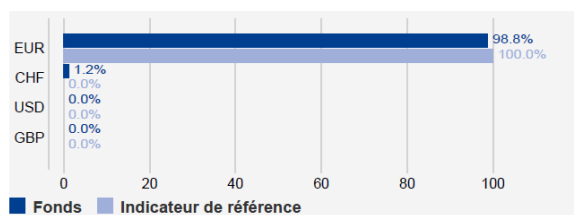
Répartition géographique *



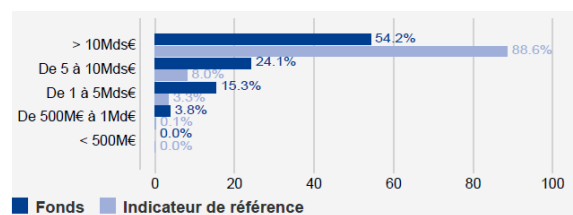
Répartition sectorielle *



Répartition par devise



Répartition par capitalisation *



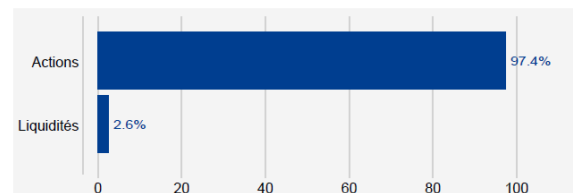
* Pourcentage du portefeuille investi en actions titres vifs hors dérivés

VALORISATION 2025

Multiple de capitalisation des bénéfices - Ratio P/E	17x
Croissance des bénéfices par action	33%
EV/EBIT	12x
Rendement	4%

Source Bloomberg / Dorval AM

Répartition par classes d'actifs



ANALYSE DE RISQUE

Ratio	1 an	3 ans	5 ans
Ratio de Sharpe	-0.32	-0.26	-0.01
Bêta	0.97	1.04	1.12
Alpha	-0.15	-0.10	-0.09
Ratio d'information	-1.32	-0.87	-0.64
Volatilité - Part I	14.05	18.05	24.09
Volatilité indicateur	12.87	16.22	20.47
Tracking Error	6.38	6.32	7.80

Ratio	Valeur	Date
Gain maximum enregistré	110.34%	du 18/03/2020 au 06/06/2024
Perte maximale enregistrée	-55.07%	du 09/08/2018 au 18/03/2020
Délai de recouvrement	-	jours
Fréquence de gain	50.63%	par mois

II. Dispositions Particulières

Classification : Actions des pays de la zone euro

Objectif de gestion : Dorval European Climate Initiative a pour objectif l'investissement durable à hauteur minima de 90% de son actif net, le solde pouvant être constitué de liquidités et/ou de dérivés de couverture. L'objectif du Fonds est de favoriser le développement d'entreprises, majoritairement de la zone euro, qui apportent des solutions aux enjeux climatiques via leurs offres de produits ou de services ou qui contribuent à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Les investissements en actions du Fonds seront 100% durables³ au sens de la réglementation SFDR, a minima conformes à hauteur de 75% aux éco-activités définies par le label Greenfin. A travers cet objectif, le Fonds s'engage ainsi à limiter le potentiel de réchauffement de ses investissements d'ici 2100 sous le seuil de 2°C par rapport au niveau préindustriel.

Le fonds vise à dégager, sur un horizon d'investissement supérieur à 5 ans, une performance significative au travers d'une gestion fondamentale discrétionnaire portant sur les enjeux liés à la transition énergétique et écologique. L'indicateur de comparaison a posteriori est : l'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (code Bloomberg EZGSPABN Index).

Indicateur de référence : L'indicateur de référence est l'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR, calculé dividendes nets réinvestis.

L'attention du souscripteur est attirée sur le fait que la composition du portefeuille pourra s'éloigner sensiblement de celle de son indice de référence. De même, le Fonds étant géré activement, sa performance financière peut être comparée à l'indicateur de référence à titre indicatif uniquement. Cet indicateur de référence permet à l'investisseur de qualifier la performance et le profil de risque qu'il peut attendre lorsqu'il investit dans le Fonds. Si l'univers d'investissement initial du Fonds et de l'indicateur de référence est le même, la sélection des titres retenus pour le Fonds et pour l'indicateur de référence peut différer.

▪ **Rappel concernant cette référence :**

L'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR est un indice actions représentatif des marchés des grandes et moyennes capitalisations des principaux pays de la zone Euro. L'indice vise à favoriser l'alignement des investissements aux objectifs de l'Accord de Paris sur le climat en appliquant les exigences des indices climatiques (EU PAB) mis en évidence par le Technical Expert Group (TEG).

Les actifs composant l'indice de référence sont sélectionnés, pondérés ou exclus de façon que les émissions de carbone de ces actifs soient alignées sur les objectifs de l'Accord de Paris sans porter de préjudice significatif aux autres objectifs ESG.

L'indice est un indice de rendement net total : les dividendes nets d'impôts et taxes versés par les composantes indicielles sont inclus dans le rendement de l'indice. L'indice Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR est calculé et publié par Euronext Paris S.A. ((code Bloomberg EZGSPABN Index).

L'indicateur de référence utilisé par le Fonds est en conformité avec les dispositions du Règlement UE 2016/1011.

L'administrateur de cet indice est Euronext Paris S.A. L'indice est consultable sur le site : <https://www.euronext.com/en/for-investors/indices>. Il est inscrit sur le registre

³ Un « investissement durable » au sens de la réglementation SFDR est défini comme un investissement dans une activité économique contribuant à un objectif environnemental ou social, sans causer de préjudice significatif à d'autres objectifs environnementaux ou sociaux, tout en veillant à ce que l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement applique des pratiques de bonne gouvernance (structures de gestion saines, relations avec le personnel, respect des obligations fiscales, etc). (Source AMF). La définition d'un investissement durable pour Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante : <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>.

d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA (autorité de supervision : : Autorité des Marchés Financiers (AMF) – FRAM)

A la date de la dernière mise à jour du présent Prospectus, l'administrateur de l'indice n'est pas inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indice de référence tenu par l'ESMA.

Conformément au Règlement UE 2016/1011 du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2016, la Société de Gestion dispose d'une procédure de suivi des indices de référence utilisés, décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modification substantielle apportée à un indice ou de la cessation de fourniture de cet indice.

III. Stratégie d'investissement

- **Stratégies utilisées**

Le Fonds s'appuie sur une gestion active et sans contrainte sectorielle et/ou géographique par rapport à l'indice de référence, encadrée par la politique d'investissement socialement responsable (ISR) de la Société de Gestion, par le label ISR et le label Greenfin dont bénéficie le Fonds.

L'univers d'investissement initial est constitué d'actions européennes de toutes tailles de capitalisations, majoritairement issues de la zone Euro, notées sur des critères extra-financiers selon l'approche propriétaire de Dorval Asset Management. Le périmètre concerné est constitué des émetteurs présents dans les bases MSCI et Ethifinance retraités des titres présentant des absences de données (secteur IVA, code ISIN, capitalisation) et hors titres supranationaux, compagnies privées et coopérative.

Au 31 décembre 2024, l'univers d'investissement comporte 2228 émetteurs. Le périmètre éligible est réduit à 1114 émetteurs après application :

- De nos politiques de gestion des exclusions,
- De nos politiques de gestion des controverses,
- Elimination des émetteurs dont la note environnementale et/ou sociale et/ou de gouvernance et/ou la note synthétique ESG est sous les minimum fixés et,
- Elimination des émetteurs qui ne satisfont pas les critères « investissement durable⁴ ».

Le Fonds n'investit pas sur des titres émis sur des places émergentes.

La construction et la gestion du portefeuille s'appuient sur 3 volets :

1. Une catégorisation des valeurs au sein des thématiques d'investissement (voir analyse thématique « éco-activités »⁵) considérées comme porteuses, i.e. s'inscrivant favorablement tant dans les grandes tendances (macro-économiques, sociétales et liées aux enjeux du développement durable) que dans la conjoncture (valorisation des classes d'actifs, dynamique de marché et contexte sectoriel),
2. Une sélection de valeurs au sein de ces thématiques d'investissement complétée par des titres retenus pour leur intérêt propre ; dans les deux cas et a fortiori pour le second, les valeurs retenues en portefeuille répondent aux critères définis par la Société de Gestion, présentés ci-après,
3. Une répartition de ces valeurs dans le portefeuille ainsi qu'un poids maximum à l'actif du portefeuille, fondés sur une méthodologie propriétaire de notation établie depuis ces mêmes critères, également décrite ci-dessous.

Une analyse de l'équilibre sectoriel, géographique voire de l'orientation de « styles de gestion » des investissements du Fonds est réalisée sans pour autant encadrer la construction du portefeuille. De même, faute de trouver en nombre suffisant des investissements correspondant à ces critères, les gestionnaires s'autoriseront à ne pas être

⁴ Cf. point III.2.c. – Objectif de gestion

⁵ « activités qui produisent des biens et services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire destinés à mesurer, prévenir, limiter ou corriger les dommages environnementaux à l'eau, l'air et le sol et les problèmes relatifs aux déchets, aux bruits et aux écosystèmes pour le bien-être de l'Homme » (définition internationale de l'OCDE et d'Eurostat)

totalement investis en actions et pourront en conséquence détenir des titres de créances et/ou des liquidités pour une proportion pouvant au maximum atteindre 25% de l'actif net (dont 10% maximum pour les liquidités). Les émetteurs des titres de créances seront appréciés au sens du référentiel du label Greenfin et du règlement Taxonomie/SFDR, selon les mêmes critères que ceux retenus pour les émetteurs de titres de propriété (actions).

La notation des valeurs combine quatre analyses, chacune fondée sur un ensemble de critères :

1. Une analyse thématique au sein des « éco-activités » (10% de la note finale)
2. Une analyse de l'intensité verte (30% de la note finale)
3. Une analyse extra-financière (30% de la note finale)
4. Une analyse financière (30% de la note finale)

Chaque analyse est révisée a minima annuellement et actualisée au fil de l'eau en fonction d'informations et/ ou d'événements relatifs à la vie des entreprises détenues en portefeuille pour tout sujet entrant dans le champ des politiques d'exclusion⁶ et de gestion des controverses⁷.

La note synthétique issue de ces quatre analyses permet de sélectionner les valeurs en ligne avec l'objectif d'investissement durable du Fonds, et détermine leur poids maximum à l'actif du Fonds.

- L'analyse thématique (« éco-activités »)

La transition environnementale impose de repenser en profondeur les processus de production, les modes de consommation et le mix énergétique. Le label Greenfin a ainsi défini qu'« entrent dans le champ de la transition énergétique et écologique, les activités concourant directement ou indirectement à une « croissance verte », en développant les énergies renouvelables (éolienne, solaire, géothermique, hydraulique, marine, issue de la biomasse, etc.), l'efficacité énergétique et la faible empreinte carbone des bâtiments et processus industriels, l'économie circulaire, le transports propre, l'agriculture et forêt, les infrastructures d'adaptation au changement climatique, etc. Ce sont des « activités qui produisent des biens et services ayant pour finalité la protection de l'environnement ou la gestion des ressources naturelles, c'est-à-dire destinés à mesurer, prévenir, limiter ou corriger les dommages environnementaux à l'eau, l'air et le sol et les problèmes relatifs aux déchets, aux bruits et aux écosystèmes pour le bien-être de l'Homme » (définition internationale de l'OCDE et d'Eurostat). Les activités éligibles dans le cadre du label Greenfin sont celles figurant strictement dans la nomenclature telle que présentée dans l'annexe du référentiel du label Greenfin. Cette nomenclature est initialement fondée sur celle de la Climate Bond Initiative⁸ (CBI). » Les exemples (non exhaustifs) d'activités économiques classées en 8 éco-activités au sens du référentiel du label Greenfin, sont indiqués ci-dessous :

1. L'agriculture et les forêts avec le développement de l'agriculture biologique et durable ou les activités forestières et agricoles à basses émissions de GES séquestrant le carbone et résiliente au climat,
2. L'écoconstruction avec l'essor des bâtiments verts et durables et la nécessité d'améliorer leur efficacité énergétique,
3. L'économie circulaire avec la nécessité d'améliorer le recyclage, la valorisation énergétique des déchets ou encore la réutilisation des matières ou des produits afin de prévenir de pollutions nuisibles,
4. Les industries éco-efficientes en développant des produits, des processus et des systèmes d'efficacité énergétique et des systèmes de réduction de la pollution
5. Le transport propre avec de profondes mutations autour des véhicules électriques, des biocarburants (véhicules bas carbone), des bornes de recharge, du transport ferroviaire ou encore de la mobilité douce (vélo, rollers, ...),

⁶ La politique d'exclusion de Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante :

⁷ <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

La politique de gestion des controverses de Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante :

⁸ <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

Climate Bonds Taxonomy | Climate Bonds Initiative :
<https://www.climatebonds.net/standards/taxonomy2>



6. La technologie de l'information dont les centres de données utilisent des énergies renouvelables, le développement des réseaux électriques intelligents (smart grid), ou les nouvelles technologies de substitution,
7. L'adaptation au changement climatique en assurant la résilience des infrastructures et la gestion ainsi que de l'adaptation des ressources en eau,
8. Les énergies vertes témoin de l'essor des énergies renouvelables, de la gestion des problématiques liées à la distribution et à la gestion de l'énergie, et au développement de services énergétiques (stockage de l'énergie, hydrogène, capture du carbone).

L'univers d'investissement éligible est alors réparti entre ces 8 « éco-activités » au sens du référentiel du label Greenfin et une catégorie « hors éco-activités » (i.e. les valeurs ne correspondant pas aux éco-activités mais respectant les critères ESG de la Société de Gestion et retenues pour leur intérêt propre). Le portefeuille devra être investi à plus de 75% de l'actif net sur des valeurs appartenant à ces « éco-activités ».

A partir de cette analyse, une note thématique – « éco-activités » – (0 ou 100 – 100 étant attribué à une valeur appartenant à l'une des 8 éco-activités et 0 à une valeur n'appartenant pas à celles-ci) est attribuée pour chaque valeur et permet leur appréciation relative au sein de l'univers d'investissement éligible. Cette note est une des composantes de la note finale de chaque valeur détenue par le Fonds.

- L'analyse de l'intensité verte

La Société de Gestion procède à une estimation de la part du chiffre d'affaires des valeurs de l'univers d'investissement en lien, de manière directe ou indirecte, avec les « éco-activités » identifiées ci-dessus. Les données sont principalement fournies par des prestataires externes à la Société de Gestion ou par les entreprises composant l'univers d'investissement et pourront être complétées ou mises à jour par la Société de Gestion sur la base de toutes autres sources jugées pertinentes.

L'estimation de l'intensité verte d'une valeur repose sur l'étude approfondie de 4 principales sources hiérarchisées en fonction de leur pertinence. L'estimation de l'intensité verte des valeurs répond à un cahier des charges strict du référentiel du label Greenfin s'appuyant sur les activités alignées à la taxonomie européennes ou aux activités entrant dans le champ de la transition écologique et de la lutte contre le changement climatique.

Les sources utilisées peuvent être notamment :

- o Communication de la société (rapport annuel, rapport développement durable, etc.)
- o Agence de notation extra-financière
- o Fournisseurs de données externes
- o Analyste « sell-side »
- o Autre si pertinent.

L'équipe de gestion a défini 3 catégories d'intensité verte cohérentes avec le référentiel du label Greenfin :

- o Intense : Sociétés dont plus de 50% du CA provient d'au moins une des éco-activités mentionnées,
- o Dynamique : Sociétés dont 10 à 50% du CA provient d'au moins une des éco-activités mentionnées,
- o Neutre : Sociétés dont moins de 10% du CA provient d'au moins une des éco-activités mentionnées.

Le Fonds est investi à plus de 75% de son actif net dans des sociétés dites « Intense » et « Dynamique », dont a minima 25% de son actif investi uniquement dans la catégorie « Intense ». En outre, le Fonds ne pourra pas détenir plus de 25% de son actif net en valeurs de la catégorie « Neutre ». Les valeurs dites « Neutre » n'entrent donc pas dans le champ des éco-activités telles que définies par le référentiel du label Greenfin. Cependant, elles s'inscrivent favorablement dans l'atteinte de l'objectif d'investissement durable du Fonds.

Les émetteurs « Neutre » dans lesquels le Fonds pourra être investi sont des émetteurs qui contribuent indirectement (par le biais de financements ou d'actions de décarbonation par exemple) à la transition écologique et énergétique ou qui s'inscrivent eux-mêmes dans une stratégie de transition de leurs activités favorable à la transition écologique. Ces émetteurs devront présenter les caractéristiques suivantes :

- o Durables au sens de la réglementation SFDR

- o Emissions de CO₂ (Scope 1⁹,2¹⁰) inférieurs à 5 millions de tonnes
- o Une intensité carbone (Scope 1, 2 et 3 en tCO₂e/ M\$ de chiffre d'affaires) inférieure à l'intensité carbone de l'indice de référence.
- o Une température telle que mesurée par ISS inférieure à 2°C avec un budget carbone accordé compatible avec cette trajectoire alignée à l'Accord de Paris
- o L'existence d'un plan de transition (Science-Based Target Initiative, contribution à la neutralité carbone, objectif chiffré de réduction des émissions de carbone)
- o Un poids maximum limité à 2% de l'actif net du Fonds

A partir de cette analyse, une note de l'intensité de la part verte (0 à 100 – 100 étant donné à une valeur dont 100% du chiffre d'affaires provient d'au moins une des éco-activités et 0 à une valeur dont la totalité du chiffre d'affaires est réalisée hors éco-activités) est attribuée pour chaque valeur et permet leur appréciation relative au sein du portefeuille. Cette note est une des composantes de la note finale de chaque valeur détenue par le Fonds.

- **L'analyse extra-financière**

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont directement intégrés au processus de gestion du Fonds, via une note ESG établie pour chaque valeur de l'univers d'investissement. La notation ESG participe à la fois à la définition de l'univers d'investissement éligible et comme deuxième composante de la note synthétique des valeurs dans la phase construction / gestion du portefeuille. Cette notation ESG tient compte, dans le respect d'une approche de double matérialité, à la fois des risques et opportunités pouvant affecter la valeur de l'entreprise mais également des incidences négatives sociales ou environnementales de l'activité de l'entreprise sur ses parties prenantes.

Pour réaliser ces deux étapes, les équipes de gestion et les analystes financiers et extra-financiers déterminent une note ESG pour chaque valeur. La note ESG attribuée à chaque émetteur, prend en compte parmi plus de 30 enjeux ESG, fondés sur un ensemble d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, ceux qui paraissent les plus significatifs pour la Société de Gestion. Chaque enjeu est apprécié selon les spécificités sectorielles, géographiques et de taille de capitalisation. Les principaux enjeux retenus sont (liste non exhaustive) :

- o Enjeux environnementaux :
 - Emissions carbone
 - Traitement des déchets
 - Stress hydrique
 - Biodiversité et gestion des terres
 - Opportunités dans les technologies vertes et les énergies renouvelables
- o Enjeux sociaux :
 - Gestion du travail
 - Gestion de la sécurité des collaborateurs
 - Gestion du capital humain
 - Protection des données personnelles
 - Qualité des produits
- o Enjeux de gouvernance :
 - Respect des principes fondamentaux de la gouvernance d'entreprise (qualité du conseil d'administration – diversité, indépendance, compétences, représentativité –, alignement des intérêts avec les actionnaires, structure du capital, respect des minoritaires, qualité de la communication financière et de la comptabilité)
 - Lutte contre la corruption

L'approche retenue est de type « Best-In-Universe » qui consiste à privilégier les entreprises les mieux notées d'un point de vue extra-financier indépendamment de leur secteur d'activité. Puisque les secteurs qui sont dans l'ensemble considérés comme étant les plus vertueux seront davantage représentés, cette approche peut créer des biais sectoriels assumés.

⁹ Les émissions de scope 1 concernent les émissions émises directement par l'entreprise dans le cadre de son activité

¹⁰ Les émissions de scope 2 concernent les émissions émises indirectement par l'entreprise via sa consommation en énergie

La méthodologie repose en partie sur des données élémentaires provenant de fournisseurs externes de données¹¹. Ces données ne font pas systématiquement l'objet d'une vérification de leur qualité de la part de la Société de Gestion. Elle place la Gouvernance au cœur de l'analyse ESG et peut donc minimiser certains risques/opportunités sociaux ou environnementaux (ces derniers étant privilégiés par les deux premières analyses). Le pilier « Gouvernance » représente a minima 40% de la note ESG, note issue de la méthodologie ISR propriétaire de Dorval Asset Management.

Le taux d'analyse de notation extra-financière est de 100% en capitalisation de l'actif net du placement collectif à l'exclusion des liquidités détenues à titre accessoire.

La définition de l'univers éligible repose sur le respect des critères des labels détenus sur les fonds ainsi que des principes extra financiers fondamentaux suivants :

- o L'exclusion des émetteurs qui enfreindraient la politique d'exclusion¹² de Dorval Asset Management,
- o L'exclusion des émetteurs aux pratiques controversées (dont le non-respect des principes du Pacte Mondial des Nations Unies ou encore des principes de l'OCDE) en cohérence avec la politique de gestion des controverses¹³ de Dorval Asset Management et des exclusions liées à la dénomination du fonds et alignées sur les directives de l'ESMA.
- o L'exclusion des émetteurs qui ne satisfont pas les critères « investissement durable¹⁴ ».
- o L'exclusion de 30% de l'univers d'investissement pondéré par les capitalisations boursières est garantie par l'exclusion des sociétés les moins bien notées et de celles ayant une note éliminatoire sur au moins l'un des piliers, selon la méthodologie interne développée par Dorval Asset Management.

La note extra-financière (entre 0 et 100, 100 étant la meilleure notation) est établie sur chacun des trois piliers, E (enjeux environnementaux), S (enjeux sociaux) et G (enjeux de gouvernance). Les émetteurs ayant une note environnementale inférieure à 40, ou de gouvernance inférieure à 40 (hors émetteurs dont la capitalisation boursière est inférieure ou égale à 1.1 milliard d'euros pour lesquels le minimum exigé est de 30), ou une note sociale inférieure à 30 sont exclus de même que tous ceux dont la note extra-financière synthétique est inférieure à 40. La politique d'exclusion¹¹ sectorielle déployée par Dorval Asset Management a pour principe d'exclure de l'univers d'investissement certains émetteurs du fait de leur activité, fonctionnement, réputation, enfreinte aux standards internationaux, etc.

Des exigences complémentaires ont été apportées à cette politique d'exclusion sectorielle pour prendre en compte les spécificités du Fonds afin de lui permettre de répondre aux exigences du label Greenfin et celles des directives de l'ESMA concernant la dénomination du fonds.

L'ensemble des exclusions est consultable sur le site internet de la société de gestion sur le lien suivant : https://www.dorval-am.com/uploads/Politique_d_exclusion_2130547587.pdf

Les indicateurs extra-financiers du Fonds ont été définis en cohérence avec l'Accord de Paris. Ces indicateurs sont déclinés quantitativement et sont définis en valeur relative (VR) de l'univers d'investissement du fonds.

L'objectif d'investissement durable du Fonds doit conduire à un meilleur résultat que l'univers d'investissement des titres éligibles de façon continue sur deux indicateurs d'intensité environnementale, en adéquation avec les incidences négatives sur la durabilité et sa stratégie ESG encadrée par les labels Greenfin et ISR :

- o **Intensité verte (VR)** : le Fonds a pour objectif d'investir majoritairement dans des entreprises développant des solutions répondant à des problématiques environnementales. Le poids de l'intensité verte du Fonds est ainsi comparé à celle de l'indice de référence. Cet indicateur est mesuré par Dorval Asset Management au travers de l'estimation du pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés exposé aux 8 éco-activités telles que définies par le référentiel du label Greenfin.

¹¹ Le détail des informations sur les fournisseurs de données utilisés est disponible dans le code de transparence de Dorval Asset Management disponible à l'adresse suivante : <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

¹² La politique d'exclusion de Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante : <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

¹³ La politique de gestion des controverses de Dorval Asset Management est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

¹⁴ Cf. point III.2.c. – Objectif de gestion

- **Intensité des gaz à effet de serre (Scope 1, 2 et 3 en tonnes/millions d'euros de revenus) (VR)** : le Fonds vise à limiter l'intensité des gaz à effet de serre de ses investissements. Cet indicateur est mesuré sur les émissions de scope 1, 2 et 3 rapportées en millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés par les entreprises). Les émissions de Scope 3 sont intégrées au périmètre lorsqu'elles sont disponibles, même si leurs comptabilisations présentent des limites.

En complément de ces deux indicateurs à surperformer de façon continue, le fonds vise à maintenir un alignement du potentiel de réchauffement de ses investissements d'ici 2100 sous le seuil de 2°C par rapport au niveau préindustriel, notamment en intégrant les objectifs de décarbonation des entreprises sur lesquelles le fonds est investi. Cela se traduit par un budget carbone accordé au fonds, tel que mesuré par ISS, compatible avec une trajectoire alignée à l'Accord de Paris. Il mesure les émissions actuelles et futures des sociétés dans lesquelles nous sommes actionnaires et les compare à différents scénarios climatiques définis par ISS comme étant les plus récents et les plus ambitieux pour modéliser les trajectoires de températures. A noter que cette modélisation peut faire appel à des estimations.

- **L'analyse financière**

Sur le plan financier, les gestionnaires concentreront leurs investissements sur des titres dont le cours de bourse ne reflète pas, selon eux, les perspectives de croissance et la valeur réelle de la société. En conséquence, la méthodologie de sélection des valeurs repose sur une analyse qualitative et quantitative des éléments financiers passés et prospectifs, fondés sur les estimations des équipes de gestion.

Les principaux critères pris en compte relevant de l'analyse financière, sont (exemples) :

- La croissance des bénéfices,
- Le « Price Earnings to Growth », c'est-à-dire le PER de l'action rapporté à la croissance des bénéfices attendue,
- La valeur d'entreprise rapportée à son bénéfice avant impôts et taxes (EBIT) et/ou à son bénéfice avant impôts, taxes et dotations aux amortissements et aux provisions (EBITDA).

A partir de ces critères, une note financière est attribuée pour chaque valeur et permet leur appréciation relative au sein du portefeuille. Cette note est une des composantes de la note finale de chaque valeur détenue par le Fonds.

- **Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »)**

En tant qu'acteur des marchés financiers, la Société de Gestion de l'OPC est soumise au Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure »). Ce Règlement établit des règles harmonisées pour les acteurs des marchés financiers relatives à la transparence en ce qui concerne l'intégration des risques en matière de durabilité (article 6 du Règlement), la prise en compte des incidences négatives en matière de durabilité, la promotion des caractéristiques environnementales ou sociales dans le processus d'investissement (article 8 du Règlement) ou les objectifs d'investissement durable (article 9 du Règlement).

Cet OPC est classé « Article 9 » selon cette classification.

- **Information sur la prise en compte par la Société de Gestion des principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité :**

Les principales incidences négatives des décisions d'investissement de la Société de Gestion sur les facteurs de durabilité telles que définies dans l'article 7 du Règlement 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement Disclosure » ou « SFDR »), à savoir les questions environnementales, sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption et les actes de corruption, sont prises en compte. Dorval Asset Management applique le principe de double matérialité en évaluant l'impact des enjeux environnementaux et sociétaux sur la performance économique de l'entreprise et analyse les effets des activités de l'entreprise sur l'environnement et la société. La double matérialité vise à identifier les enjeux significatifs pouvant influencer les décisions des investisseurs et la société.

Par ailleurs, les enjeux ESG intégrés dans le processus d'investissement sont détaillés dans la politique d'investissement de ce prospectus. Le détail des engagements ESG de la Société de Gestion est disponible dans les politiques relatives à l'investissement responsable disponibles sur son site Internet <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg#Documentation-ESG>

Le détail des informations précontractuelles sur les caractéristiques environnementales ou sociales est disponible en annexe.

- **Règlement (UE) 2020/852 dit « Taxonomie ou Taxinomie »**

Le règlement européen 2020/852 fixe les critères permettant de déterminer si une activité économique est « durable » sur le plan environnemental dans l'Union Européenne. Selon ce règlement, une activité peut être considérée comme « durable » si elle contribue substantiellement à l'un des 6 objectifs environnementaux fixés par ce règlement comme notamment l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la prévention et la réduction de la pollution ou la protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

De plus, cette activité économique doit respecter le principe de « ne pas causer de préjudice important » (DNSH) à l'un des cinq autres objectifs du règlement Taxonomie ; elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international (alignement sur les principes directeurs de l'OCDE et des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) et doit être conforme aux critères d'examen technique établis par la Commission européenne.

Le Fonds s'engage à investir dans une proportion minimale d'investissements de 15% de son actif net dans des activités économiques considérées comme durables sur le plan environnemental au sens du Règlement Taxonomie et qui contribuent aux objectifs environnementaux de la Taxonomie.

Conformément aux dispositions établies par la réglementation SFDR et le Règlement Taxonomie, les investisseurs sont informés des éléments suivants :

Classification SFDR	Proportion minimum d'investissements durables au sens de SFDR	Dans quelle mesure les investissements durables avec un objectif environnemental sont-ils alignés avec la taxonomie de l'UE ?			Ce produit financier prend-il en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?
		Pourcentage minimum d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE	Part minimale des investissements dans les activités transitoires	Part minimale des investissements dans les activités habilitantes	
Article 9	90%	15%	0%	0%	Oui

La Société de Gestion s'efforce d'améliorer sa collecte de données d'alignement taxonomie afin de garantir l'exactitude et la pertinence des informations en la matière. Des mises à jour ultérieures du prospectus pourront être effectuées en conséquence.

- **Description des actifs utilisés (hors dérivés)**

L'allocation se répartira entre :

- 75% minimum en actions de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen (EEE), de toutes capitalisations, éligibles au PEA ou OPCVM investissant au moins 75% de leur actif en titres éligibles au PEA, dont une exposition aux actions de la zone euro de 60% minimum.
- Instrument du marché monétaire et des titres de créances dans une fourchette de 0% à 25%.
- Actions ou titres en capital et valeurs assimilées :
 - Le Fonds est investi en permanence à hauteur de 75% minimum en actions de l'Union Européenne ou de l'Espace Economique Européen (EEE), de toutes capitalisations, éligibles au PEA.
 - Le Fonds s'engage à respecter un degré d'exposition minimum de 60% aux actions de la zone euro.

- Au-delà des 75%, le Fonds pourra investir en actions européennes hors Union Européenne ou Espace Economique Européen (EEE).
- Les éventuels bons ou droits détenus faisant suite à des opérations affectant les titres en portefeuille sont autorisés, le Fonds n'ayant pas vocation à acquérir en direct ce type d'actifs.
- Titres de créances :
 - Titres au minimum de notation Investment Grade (BBB-). La Société de Gestion s'appuie, pour l'évaluation du risque de crédit, sur ses équipes et sa propre méthodologie. Les titres composant le portefeuille répondent à des contraintes de « rating » (notation) telles que décrites ci-après : notation Standard & Poor's ou équivalent.
 - En cas de dégradation de la notation d'un émetteur en dessous de BBB-, la position sera cédée.

Le Fonds s'autorise à investir sur l'ensemble des titres de créances dès lors qu'ils sont considérés comme durables au sens de la réglementation SFDR, notamment :

 - Des emprunts émis ou garantis par un Etat membre de l'OCDE, par les collectivités territoriales d'un Etat membre de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou par un organisme international à caractère public dont un ou plusieurs Etats membres de l'Union Européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen font partie, ou de titres émis par la CADES.
 - Des obligations foncières,
 - Des emprunts du secteur public ou semi-public,
 - Des emprunts du secteur privé.
- Actions ou parts d'autres OPCVM ou fonds d'investissement :

L'OPCVM peut détenir jusqu'à 10% de son actif en OPCVM français, OPCVM européens conformes à la directive n° 2009/65/CE et FIA autorisés à la commercialisation en France dès lors qu'ils sont eux-mêmes classés article 9 au sens de la réglementation SFDR.



Les investissements en OPC seront réalisés sur des OPC investissant en titres de sociétés cotées de toutes capitalisations, majoritairement dans les pays de l'Union Européenne. Il s'agit d'OPC classés :

- « Actions » ;
- « Fonds mixte » (selon la classification BCE) ;
- « Obligations et autres titres de créances libellés en euro » ;
- « Monétaire » et/ou « monétaire à valeur liquidative variable court terme ».

OPCVM de droit français*	X
OPCVM de droit européen*	X
Fonds d'investissement à vocation générale de droit français*	X
Fonds professionnels à vocation générale de droit français respectant le droit commun sur les emprunts d'espèces (pas + de 10%), le risque de contrepartie, le risque global (pas + de 100%) et qui limitent à 100% de la créance du bénéficiaire les possibilités de réutilisation de collatéraux*	
FIA de droit européen ou fonds d'investissement de droit étranger faisant l'objet d'un accord bilatéral entre l'AMF et leur autorité de surveillance et si un échange d'information a été mis en place dans le domaine de la gestion d'actifs pour compte de tiers*	
Placements Collectifs de droit français ou FIA de droit européen ou fonds d'investissement de droit étranger remplissant les conditions de l'article R 214-13 du code monétaire et financier*	
Fonds d'investissement de droit européen ou de droit étranger répondant aux critères fixés par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers (article 412-2-2 du RGAMF)	
OPCVM ou FIA nourricier	
Fonds de Fonds (OPCVM ou FIA) de droit français ou européen détenant plus de 10% en OPC	
Fonds professionnels à vocation générale ne respectant pas les critères de droit commun ci-dessus	
Fonds professionnels spécialisés	
Fonds de capital investissement (incluant FCPR ; FCPI ; FIP) ; et Fonds professionnels de capital investissement	
OPCI, OPPCI ou organismes de droit étranger équivalent	
Fonds de Fonds alternatifs	

* Ces OPCVM / FIA/ Fonds ne pourront eux-mêmes détenir plus de 10% de leur actif en OPCVM/FIA/Fonds.

Le gestionnaire utilisera ces OPC pour répondre à des besoins ponctuels d'investissement pour lesquels il n'a pas l'expertise et la compétence suffisante (secteur ou zone géographique spécifique, produits de taux...). Ces OPCVM seront sélectionnés sur la base de leur historique de performance et de la notation qui leur est attribuée.

Les OPC et fonds détenus par le Fonds pourront être gérés par Dorval Asset Management ou l'une des sociétés de gestion du groupe BPCE ; dans ce dernier cas, il pourrait y avoir une disparité des approches ESG/ISR assumée.

- Instruments financiers dérivés :

En fonction des anticipations de marché des gérants, le Fonds pourra avoir recours à des contrats Futures ou Options, uniquement négociés sur des marchés organisés ou réglementés afin de :

- Couvrir ou exposer le portefeuille au risque action, avec une limite d'exposition au risque action de 100% de l'actif net du Fonds
- Couvrir le portefeuille contre le risque de change

L'engagement sur dérivés est limité à 100% de l'actif net du Fonds.

Le Fonds n'aura pas recours à des contrats d'échange sur rendement global « Total Return Swap ».

Le Fonds ne sera pas soumis au risque de contrepartie.

Nature des instruments utilisés	TYPE DE MARCHÉ			NATURE DES RISQUES					NATURE DES INTERVENTIONS			
	Admission sur les marchés réglementés	Marchés organisés	Marchés de gré à gré	Actions	Taux	Change	Crédit	Autre(s) risque(s)	Couverture	Exposition	Arbitrage	Autre(s) stratégie(s)
Contrats à terme (futures) sur												
Actions	X	X		X					X	X		
Taux												
Change	X	X				X			X	X		
Indices	X	X		X					X	X		
Options sur												
Actions	X	X		X					X	X		
Taux												
Change	X	X				X			X	X		
Indices	X	X		X					X	X		
Swaps												
Actions												
Taux												
Change												
Indices												
Change à terme												
Devise (s)												
Dérivés de crédit												
Credit Default Swap (CDS)												
First Default												
First Losses Credit Default Swap												



- Titres intégrant des dérivés et stratégie d'utilisation (certificats, bons de souscription, ...) :
Uniquement et à titre temporaire si les valeurs détenues sont amenées à émettre ce type d'instruments.

Nature des instruments utilisés	NATURE DES RISQUES					NATURE DES INTERVENTIONS			
	Actions	Taux	Change	Crédit	Autre(s) risque(s)	Couverture	Exposition	Arbitrage	Autre(s) stratégie(s)
Warrants sur									
Actions									
Taux									
Change									
Indices									
Bons de souscription									
Actions	X					X	X		
Taux									
Equity link									
Obligations convertibles									
Obligations échangeables									
Obligations convertibles									
Obligations convertibles contingentes									
Produits de taux collable									
Produits de taux puttable									
EMTN / Titres négociables à moyen terme structuré									
Titres négociables à moyen terme structuré									
EMTN structuré									
Credit Link Notes (CLN)									
Autres (A préciser)									

- Dépôts :
Le Fonds pourra utiliser les dépôts dans la limite de 10% de son actif auprès d'un même établissement de crédit pour garantir une liquidité aux porteurs de parts du Fonds et pour pouvoir profiter des opportunités de marché.
- Emprunts d'espèces :
Les emprunts en espèces ne peuvent représenter plus de 10% de l'actif et servent, de façon ponctuelle, à assurer une liquidité aux porteurs désirant racheter leurs parts sans pénaliser la gestion globale des actifs.
- Acquisition et cession temporaire de titres :
Néant.
- Contrats constituant des garanties financières :
Néant.



- Effet de levier :
Le Fonds pourra avoir un effet de levier jusqu'à 2.

IV. Profil de risque

Votre argent sera principalement investi dans des instruments financiers sélectionnés par la Société de Gestion. Le profil de risque du Fonds est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans. Ces instruments connaîtront les évolutions et aléas des marchés d'actions de la zone Euro.

Les risques auxquels s'expose le porteur au travers du Fonds sont principalement les suivants :

- **Risque de perte en capital :**
Le portefeuille est géré de façon discrétionnaire et ne bénéficie d'aucune garantie ou protection du capital investi. La perte en capital se produit lors de la vente d'une part à un prix inférieur à celui payé à l'achat.
- **Risque actions :**
La valeur liquidative du Fonds peut varier à la hausse comme à la baisse au regard de l'investissement d'une large part du portefeuille sur les marchés actions. De plus, du fait de son orientation de gestion, le Fonds est exposé aux petites et moyennes capitalisations qui, en raison de leurs caractéristiques spécifiques peuvent présenter un risque de liquidité du fait de l'étroitesse éventuelle de leur marché et baisser davantage que les grandes capitalisations en période de stress.
- **Risque de change :**
Le risque de change est lié à l'exposition, via des investissements et par des interventions sur les instruments financiers à terme, à une devise autre que celle de la valorisation du Fonds. La fluctuation des devises par rapport à l'euro peut avoir une influence positive ou négative sur la valeur liquidative du Fonds. Au-delà du seuil de 75% de l'actif net, le Fonds pourra investir dans les devises autres que celles de la zone euro, mais l'exposition au risque de change sur les devises hors Euro sera couverte afin de ne jamais excéder 10%.
- **Risque lié à l'usage d'instruments dérivés :**
L'utilisation des produits dérivés sur marchés organisés peut exposer la valeur liquidative à des variations dues aux fluctuations des marchés des sous-jacents.
- **Risque de taux :**
Le risque de taux se traduit par une baisse de la valeur liquidative en cas de mouvement des taux. Lorsque la sensibilité du portefeuille est positive, une hausse des taux d'intérêts peut entraîner une baisse de la valeur du portefeuille. Lorsque la sensibilité est négative, une baisse des taux d'intérêts peut entraîner une baisse de la valeur du portefeuille.
- **Risque de crédit :**
Le risque de crédit correspond au risque que l'émetteur ne puisse faire face à ses engagements. En cas de dégradation de la qualité des émetteurs, par exemple de leur notation par les agences de notation financière, la valeur des obligations peut baisser et entraîner une baisse de la valeur liquidative du Fonds.
- **Risque de durabilité :**
Cet OPCVM est sujet à des risques de durabilité tels que définis à l'article 2(22) du Règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (dit « Règlement SFDR »), par un événement ou une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui, s'il survient, pourrait avoir une incidence négative importante, réelle ou potentielle, sur la valeur de l'investissement. Le portefeuille du Fonds inclut une approche ESG matérielle solide qui se focalise sur des titres bien notés d'un point de vue ESG afin d'atténuer l'impact potentiel des risques de durabilité sur le rendement du portefeuille.



V. Souscripteurs concernés et profils de l'investisseur type

Les parts de ce Fonds n'ont pas été enregistrées en vertu de la loi US Securities Act Of 1933. En conséquence, elles ne peuvent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, pour le compte ou au bénéfice d'une "US person", selon la définition de la réglementation américaine "Regulation S". Par ailleurs, les parts de ce Fonds ne peuvent pas non plus être offertes ou vendues, directement ou indirectement, aux "US persons" et/ou à toute entité détenue par une ou plusieurs "US persons" telles que définies par la réglementation américaine "Foreign Account Tax Compliance Act (FATCA)".

Compte tenu des dispositions du règlement UE N° 833/2014, la souscription des parts de ce Fonds est interdite à tout ressortissant russe ou biélorusse, à toute personne physique résidant en Russie ou en Biélorussie ou à toute personne morale, toute entité ou tout organisme établi en Russie ou en Biélorussie sauf aux ressortissants d'un État membre et aux personnes physiques titulaires d'un titre de séjour temporaire ou permanent dans un État membre.

En dehors de ces exceptions, les parts du Fonds sont définies telle que :

- Part R : tout souscripteur.
- Part I : Réserve aux investisseurs institutionnels ou aux contreparties éligibles définies par la société de gestion.
- Part N : la souscription de cette part est plus particulièrement réservée aux investisseurs souscrivant via des distributeurs ou intermédiaires :
 - Soumis à des législations nationales interdisant toute rétrocession aux distributeurs (par exemple Grande Bretagne et Pays-Bas)
- Ou :
 - Fournissant un service de :
 - Conseil indépendant au sens de la réglementation européennes MIF 2
 - Gestion individuelle de portefeuille sous Mandat.
- Part Q : réservée aux fonds gérés par Dorval AM ou aux collaborateurs de Dorval AM.

Le Fonds s'adresse en particulier aux souscripteurs souhaitant réaliser un investissement orienté vers les actions de la zone euro, éventuellement dans le cadre du PEA.

Le montant qu'il est raisonnable d'investir dans ce Fonds dépend de la situation personnelle de chaque investisseur. Pour le déterminer, il convient de tenir compte de son patrimoine personnel, des besoins actuels et de la durée de placement mais également du souhait ou non de prendre des risques.

Il est fortement recommandé au porteur de s'enquérir des conseils d'un professionnel afin de diversifier suffisamment tous ses investissements et de déterminer la proportion du portefeuille financier ou de son patrimoine à investir dans ce Fonds. Il est également recommandé de diversifier suffisamment les investissements afin de ne pas les exposer uniquement aux risques d'un seul OPCVM.

VI. Mécanisme de plafonnement des rachats « Gates »

La société de gestion pourra mettre en œuvre des Gates permettant dans des circonstances exceptionnelles de marché, d'étaler les demandes de rachats sur plusieurs valeurs liquidatives, dès lors qu'elles excèdent un certain niveau, déterminé de façon objective. Ainsi, la société de gestion pourra ne pas exécuter en totalité les demandes de rachat centralisés sur une même valeur liquidative au regard des conséquences sur la gestion de la liquidité afin de garantir l'équilibre de gestion du Fonds et donc l'égalité de traitement des porteurs de parts.

Le dispositif de « Gates » mis en place permet d'étaler les demandes de rachats sur plusieurs valeurs liquidatives. Tel que précisé à l'article 3 du Règlement du Fonds, la périodicité de calcul



de la valeur liquidative étant quotidienne, le plafonnement des rachats pourra être déclenché par la société de gestion lorsqu'un seuil de 5% (rachats nets des souscriptions / dernier actif net d'inventaire calculé) de l'actif net est atteint. La durée maximale d'application du dispositif de plafonnement des rachats s'étend sur 20 valeurs liquidatives sur 3 mois.

L'ensemble des modalités de calcul sont disponibles dans le prospectus du fonds.

VII. Commission de mouvements et frais d'intermédiation

Le compte-rendu relatif aux frais d'intermédiation prévu à l'article 314-82 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers est consultable à l'adresse internet suivante : www.dorval-am.com

VIII. Politique du gestionnaire en matière de droit de vote

Conformément aux articles L533-16 et R533-22 du Code Monétaire et Financier, les informations concernant la politique de vote et le compte-rendu de celle-ci sont disponibles sur le site Internet de la société de gestion et/ou au siège social.

IX. Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties

Catégorisation de la société de gestion :

Dorval AM a choisi de se considérer comme « client professionnel » et demande aux intermédiaires (brokers) de la catégoriser ainsi, ce qui leur impose notamment : le devoir d'information et de conseil, l'évaluation des objectifs d'investissement, l'obligation de transparence et de reporting à l'égard de notre société. Par ailleurs, l'intermédiaire qui exécute les ordres est également tenue au principe de « meilleure exécution ». Cela signifie qu'il doit prendre toutes les mesures raisonnables pour obtenir le meilleur résultat possible pour ses clients, en tenant compte de divers facteurs tels que le prix, le coût, la rapidité, la probabilité d'exécution et de règlement, la taille et la nature de l'ordre.

Dorval AM a choisi de transmettre ses ordres par l'intermédiaire d'une table de négociation externalisée, la société Natixis Tradex Solutions (Intermédiaire agréé par l'ACPR, en qualité d'entreprise d'investissement) en vue de fournir les services d'investissement de Réception Transmission d'Ordres pour le compte de tiers portant sur la majorité des instruments financiers visés à la section C « Instruments Financiers » de l'annexe I de la Directive 2014/65/UE).

Matrice des facteurs pris en compte pour obtenir la meilleure exécution :

Produit financier	Lieux d'exécution	Stratégie de transmission ou d'exécution	Facteurs retenus
ACTIONS ET ETF			
Actions	<ul style="list-style-type: none"> - Marché réglementé - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché 	Les ordres sont transmis via des intermédiaires sélectionnés soit par connexion électronique directe ou via des	<ul style="list-style-type: none"> 1. Prix 1. Coût* 2. Rapidité d'exécution



	<ul style="list-style-type: none"> - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>plateformes de négociation.</p> <p>Les Programmes de transaction (Program Trading) peuvent être utilisés pour la négociation de paniers d'actions.</p>	<p>2. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
Produits indiciels cotés	<ul style="list-style-type: none"> - Marché réglementé - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>Les ordres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mis en concurrence dans une plateforme (RFQ) de plusieurs intermédiaires habilités - Ou transmis directement à des intermédiaires sélectionnés 	<p>1. Prix</p> <p>1. Coût</p> <p>2. Rapidité d'exécution</p> <p>2. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
OBLIGATIONS ET INSTRUMENTS MONETAIRES			
Convertibles	<ul style="list-style-type: none"> - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>Les ordres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mis en concurrence dans une plateforme (RFQ) de plusieurs intermédiaires habilités - Ou transmis directement à des intermédiaires sélectionnés 	<p>1. Prix</p> <p>0. Coût*</p> <p>1. Rapidité d'exécution</p> <p>2. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
Obligations & Bons du Trésor	<ul style="list-style-type: none"> - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>Les ordres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mis en concurrence dans une plateforme (RFQ) de plusieurs intermédiaires habilités - Ou transmis directement à des intermédiaires sélectionnés <p>Les Programmes de transaction (Program Trading) peuvent être utilisés pour la négociation de paniers d'obligations.</p>	<p>1. Prix 0. Coût*</p> <p>1. Rapidité d'exécution</p> <p>2. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
Marché monétaire (hors bons du Trésor)	<ul style="list-style-type: none"> - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité 	<p>Compte tenu de la nature du marché, la liquidité ne permet pas une mise en concurrence</p>	<p>1. Prix</p> <p>1. Coût*</p> <p>2. Rapidité d'exécution</p>



	- Gré à gré	<p>systématique des contreparties.</p> <p>Les ordres sont placés directement auprès des teneurs de marché ou d'autres fournisseurs de liquidité.</p>	<p>3. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
DERIVES			
Dérivés Listés dont Options	<ul style="list-style-type: none"> - Marché réglementé - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>Les ordres sont transmis via des intermédiaires sélectionnés soit par connexion électronique directe ou via des plateformes de négociation</p>	<p>1. Prix</p> <p>3. Coût*</p> <p>1. Rapidité d'exécution</p> <p>1. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>
Dérivés Crédit	<ul style="list-style-type: none"> - Système multilatéral de négociation - Système organisé de négociation - Internalisateurs - Systématiques - Teneur de marché - Autres fournisseurs de liquidité - Gré à gré 	<p>Les ordres sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mis en concurrence dans une plateforme (RFQ) de plusieurs intermédiaires habilités - Ou transmis directement à des intermédiaires sélectionnés 	<p>1. Prix</p> <p>0. Coût*</p> <p>1. Rapidité d'exécution</p> <p>2. Probabilité d'exécution et de dénouement</p> <p>1. Taille de l'ordre</p> <p>2. Nature de l'ordre</p>

Importance de chaque facteur : 1 (primordial), 2 (important), 3 (à considérer), 0 (sans objet)

La liste des brokers sélectionnés par la Société de gestion est arrêtée à minima annuellement ; le comité brokers a pour objectif de valider la qualité d'exécution fournie par les entités sélectionnées et habilitées et sélectionner de nouveaux prestataires d'exécution.

Le détail de la politique de sélection et d'exécution est disponible sur le site internet de la société de gestion à l'adresse suivante : <https://www.dorval-am.com/informations-reglementaires>.

Dans le cadre de la gestion du Fonds, la Société de gestion a eu recours à des prestataires fournissant des services de recherche et d'analyse afin de compléter le travail des gérants et des analystes dans le meilleur intérêt du Fonds. Les frais liés à la recherche financière ont été supportés par le Fonds. Les frais de recherche sont intégrés aux frais d'intermédiation au travers d'un compte de recherche (RPA/CSA).

X. Informations relatives aux modalités de calcul du risque global :

Le risque global sur contrats financiers est calculé selon la méthode du calcul de l'engagement.

XI. Information sur les critères sociaux, environnementaux, qualité de gouvernance (art. L. 533-22-1 et D. 533-16-1 CMF)

La politique d'investissement pour le Fonds intègre des critères extra-financiers liés à l'Environnement, au Social et à la qualité de Gouvernance (E.S.G). Dorval Asset Management applique également une politique d'exclusion à l'ensemble de sa gestion collective.

La démarche de Dorval Asset Management en matière d'approche ESG est consultable sur son site internet : https://www.dorval-am.com/fr_FR/notre-approche-esg.

XII. Informations relatives aux techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés utilisés par le Fonds, en application de la position AMF n°2013-06

▪ Techniques de gestion efficace du portefeuille

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux techniques de gestion efficace de portefeuille.

▪ Instruments financiers dérivés

A la date de la clôture de l'exercice, le Fonds n'avait pas recours aux instruments financiers dérivés.

XIII. Règlement SFTR

Non applicable

XIV. Rémunération

La Politique de Rémunération de Dorval Asset Management a pour objet, d'une part, de décrire la Politique de Rémunération telle qu'elle est appliquée au sein de Dorval Asset Management et, d'autre part, de répondre aux exigences en termes de documentation et de transparence figurant dans la Directive européenne 2014/91/EU (« UCITS V Directive ») dans le cadre de son statut de société de gestion et dans la Directive européenne 2011/61/EU (« AIFM Directive ») dans le cadre son statut allégé AIFM.

Ces informations sont disponibles sur le site web <https://www.dorval-am.com/informations-reglementaires/> et une copie papier de ces informations peut être obtenue gratuitement sur demande.

La Politique de Rémunération de Dorval AM est composée de principes généraux applicables à l'ensemble des collaborateurs, de principes spécifiques applicables à la Population Identifiée¹⁵ par UCITS V et d'un dispositif de gouvernance applicable à l'ensemble des collaborateurs.

Dorval Asset Management respecte les principes des Directives et les lignes directrices de l'ESMA (« European Securities and Market Authority »), telles que publiées le 11 février 2013 et le

¹⁵ Conformément aux dispositions réglementaires, la Population Identifiée de Dorval Asset Management comprend les catégories de personnel, y compris la Direction générale, les preneurs de risques et les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout employé qui, au vu de sa rémunération globale, se situe dans la même tranche de rémunération que la Direction générale et les preneurs de risques, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des produits gérés par celle-ci

31 mars 2016, d'une manière et dans une mesure qui est adaptée à sa taille et à son organisation interne ainsi qu'à la nature, à la portée et à la complexité de ses activités.

Il est à noter que cette politique s'inscrit dans le cadre de la Politique de Rémunération définie par Natixis.

La Politique de Rémunération est un élément stratégique de la politique de Dorval Asset Management. Outil de mobilisation et d'engagement des collaborateurs, elle veille, dans le cadre d'un strict respect des grands équilibres financiers et de la réglementation, à être compétitive et attractive au regard des pratiques de marché et intègre un dispositif de fidélisation des collaborateurs clés via de potentielles attributions gratuites d'actions (AGA).

La Politique de Rémunération de Dorval Asset Management, qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs, intègre dans ses principes fondamentaux l'alignement des intérêts des collaborateurs avec ceux des investisseurs :

- elle est cohérente et favorise une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des produits gérés ;
- elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion et des produits qu'elle gère et à ceux des investisseurs, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts.

La Politique de Rémunération de Dorval Asset Management englobe l'ensemble des composantes de la rémunération, qui comprennent la rémunération fixe et, le cas échéant, la rémunération variable ¹⁶.

La rémunération fixe rétribue les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité. Elle tient compte des conditions de marché.

La rémunération variable est fonction de l'évaluation de la performance collective, mesurée à la fois au niveau de la société de gestion et des produits gérés et de la performance individuelle. Elle tient compte d'éléments quantitatifs et qualitatifs, qui peuvent être établis sur base annuelle ou pluriannuelle afin d'encadrer le poids de la performance strictement financière ou ponctuelle.

1. Définition de la performance

L'évaluation objective et transparente de la performance annuelle et pluriannuelle sur la base d'objectifs prédéfinis est le prérequis de l'application de la Politique de Rémunération de Dorval Asset Management. Elle assure un traitement équitable et sélectif des collaborateurs. Cette évaluation est partagée entre le collaborateur et son manager lors d'un entretien individuel d'évaluation.

La contribution et le niveau de performance de chacun des collaborateurs sont évalués au regard de ses fonctions, de ses missions et de son niveau de responsabilité dans la société de gestion. Des critères spécifiques intégrant les risques en matière de durabilité et des objectifs d'investissement durable, i.e. les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance, doivent enfin être définis pour l'ensemble des collaborateurs de gestion.

Ainsi, dans le respect des enveloppes globales de rémunérations variables, les rémunérations variables individuelles sont attribuées, dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations, de manière discrétionnaire objectivée au regard de l'évaluation d'une performance individuelle et de la manière dont cette performance est atteinte. La rémunération variable attribuée aux collaborateurs est impactée en cas de gestion inappropriée des risques et de la conformité, ou de non-respect de la réglementation et des procédures internes sur l'année considérée.

¹⁶ Dans l'ensemble du document, la rémunération variable individuelle, que son acquisition et son paiement soient immédiats ou différés, correspond à la notion de bonus de performance.

La Population Identifiée est soumise à des obligations spécifiques en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'attribution de la rémunération variable individuelle.

De plus, en cas de concrétisation d'un risque majeur en matière de durabilité, i.e. de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui aurait une incidence négative significative et durable sur la valeur des fonds/produits gérés et préalablement identifié dans les analyses extra-financières du modèle « RAISE¹⁷ », l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles pourra être réduite voire annulée, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

2. Gouvernance des rémunérations

Les principes généraux et spécifiques de la Politique de Rémunération sont définis et formalisés par la Direction des ressources humaines.

La RCCI de Dorval Asset Management a pour sa part un rôle actif dans l'élaboration, la surveillance continue et l'évaluation de la Politique de Rémunération. Elle est ainsi impliquée dans la détermination de la stratégie globale applicable à la société de gestion, aux fins de promouvoir le développement d'une gestion des risques efficace. A ce titre, elle intervient dans la détermination du périmètre de Population Identifiée. Elle est aussi en charge de l'évaluation de l'incidence de la structure de rémunération variable sur le profil de risque des gérants.

Dorval Asset Management est une Société Anonyme à Conseil d'administration. La présente Politique de Rémunération est validée par le Conseil d'administration de Dorval Asset Management, dans son rôle de fonction de surveillance.

Les principes généraux et spécifiques et les modalités d'application et données chiffrées de la politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont approuvés, de manière détaillée, par les membres de la Direction générale de Dorval Asset Management.

Dorval Asset Management s'est dotée d'un Comité des rémunérations en 2015. Il se tient annuellement et il est composé des membres du Conseil d'administration de Dorval Asset Management, dont une majorité, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein de Dorval Asset Management. Le Directeur général et la Directrice des ressources humaines de Dorval Asset Management participent également à ce Comité.

Il a pour objet de :

- veiller au respect des principes de rémunération applicables à la société de gestion ;
- superviser la mise en œuvre et l'évolution de la Politique de Rémunération (approuver, modifier, respecter) ;
- élaborer des recommandations sur la rémunération fixe et variable des dirigeants mandataires sociaux et sur les rémunérations variables au-delà d'un certain seuil que Dorval Asset Management déterminera au préalable ;
- superviser la rémunération des responsables en charge des fonctions de gestion des risques et de conformité ;
- évaluer les mécanismes adoptés pour garantir que :
 - le système de rémunération prend bien en compte toutes les catégories de risques, de liquidité et les niveaux des actifs sous gestion ;
 - la politique est compatible avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la société de gestion et des produits gérés avec ceux des investisseurs.

Dans ce cadre, les principes généraux et spécifiques, la conformité de la Politique de Rémunération de Dorval Asset Management avec les réglementations auxquelles

¹⁷ RAISE : Rating and Analysis for Internal Sustainability Evaluation - méthodologie de notation extra-financière interne

elle est soumise et les modalités d'application et données chiffrées de synthèse de sa Politique de Rémunération, comprenant la Population Identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont soumis à la revue du Comité des rémunérations de Dorval Asset Management, puis approuvés par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

La Direction générale de Natixis Investment Managers soumet ensuite, sous un format plus synthétique, les éléments ci-dessus à la validation de la Direction générale de Natixis, qui remonte en dernier lieu au Comité des rémunérations de Natixis avant approbation par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

Le Comité des rémunérations de Natixis, lui-même, est établi et agit en conformité avec la réglementation, tant dans sa composition (indépendance et expertise de ses membres), que dans l'exercice de ses missions. La majorité de ses membres, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein de Dorval Asset Management, sont externes au Groupe Natixis et sont donc totalement indépendants.

La rémunération du Directeur général de Dorval Asset Management est proposée par le Comité des rémunérations de Dorval Asset Management puis présentée à la Direction générale de Natixis Investment Managers et enfin au Comité des rémunérations de Natixis. Elle est validée par le Conseil d'administration de Dorval Asset Management, dans son rôle de fonction de surveillance.

La rémunération de la RCCI de Dorval Asset Management est déterminée par la Direction générale de Dorval Asset Management ; elle est contrôlée, dans le cadre des revues indépendantes menées par les filières risques et conformité, par les Directeurs des risques et de la conformité de Natixis Investment Managers et entérinée par le Comité des rémunérations de Dorval Asset Management et le Comité des rémunérations de Natixis.

In fine, l'ensemble des rôles attribués aux comités des rémunérations et prévus par les textes réglementaires sont en pratique effectués par le Comité des rémunérations de Dorval Asset Management et/ou par le Comité des rémunérations de Natixis.

Lors de l'attribution des rémunérations variables, la liste nominative des personnes concernées, les montants attribués ainsi que la répartition entre les versements immédiats et différés et la partie numéraire et équivalent instruments financiers, sont conservés et archivés par la société de gestion.

Dorval Asset Management revoit annuellement les principes généraux de cette politique et effectuera une évaluation du respect de cette politique. Ce contrôle et cette révision sont documentés (cf. chapitre 3. Dispositif de contrôle en matière de rémunération variable).

3. Dispositions en matière de transparence

Dorval Asset Management communique sur les principales caractéristiques de la Politique de Rémunération auprès de son personnel et des souscripteurs des OPC de manière détaillée au travers des DIC, prospectus et rapports annuels des fonds.

Les éléments utiles concernant la Politique de Rémunération sont diffusés dans les états financiers ou sous la forme d'une déclaration indépendante.

4. Dispositif de contrôle en matière de rémunération variable

La présente procédure est mise en place pour minimiser les risques en la matière. Un contrôle de son application est intégré dans le programme annuel de contrôle du RCCI.

Le contrôle réalisé par la RCCI consiste à vérifier que la Politique de Rémunération est établie de façon à s'aligner sur la stratégie économique et les objectifs à long terme, les valeurs et les intérêts de la société de gestion et des fonds sous gestion et sur ceux des investisseurs, le tout dans une gestion saine et maîtrisée du risque.

La RCCI de Dorval Asset Management intègre le domaine de la rémunération variable dans les risques potentiels de conflits d'intérêts.

Enfin, l'ensemble de la Politique de Rémunération de Dorval Asset Management fait l'objet d'une revue annuelle centralisée et indépendante par la Direction de l'audit interne de Natixis Investment Managers.

5. Rémunération versée au titre de l'année 2024

Le montant total des rémunérations pour l'exercice, ventilé en rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par la société de gestion à son personnel, et le nombre de bénéficiaires :

Masse salariale 2024	4 192 164 €
Dont rémunérations variables versées au titre de la performance 2023	860 238 €
Dont variable différé attribué au titre de l'exercice 2019 et versé en 2024	69 727€
Dont variable différé attribué au titre de l'exercice 2020 et versé en 2024	100 074 €
Dont variable différé attribué au titre de l'exercice 2021 et versé en 2024	220 408 €
Dont variable différé attribué au titre de l'exercice 2022 et versé en 2024	43 866 €
Total des effectifs concernés	34

Le montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel de la société de gestion dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des portefeuilles :

Masse salariale 2024 de l'ensemble du Personnel Identifié	3 704 643 €
Dont Masse salariale des Cadres supérieurs	3 276 344 €
Total de l'ensemble du Personnel Identifié	18

XV. Evènements en cours de période

Les modifications suivantes ont été apportées à la documentation réglementaire du fonds au 31 décembre 2024 :

- Modification de l'indicateur de référence : L'indicateur de référence de votre FCP était le suivant : EURO STOXX Total Market Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR, calculé dividendes nets réinvestis. Il sera dorénavant le suivant : Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR, calculé dividendes nets réinvestis.
- Modification de l'objectif du fonds : L'objectif de gestion est donc de facto modifié, invoquant le nouvel indice de référence.
- La stratégie d'investissement : Afin de pouvoir se conformer au label ISR V3, des modifications ont été apportées dans la stratégie d'investissement de votre Fonds, notamment au niveau du nombre d'émetteurs de l'univers d'investissement, de l'analyse thématique « éco-activités » (Label ISR V3 et Greenfin), de l'analyse de l'intensité verte, de l'analyse extra-financière et de l'information sur la prise en compte par la Société de Gestion des principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité.
- Enfin, l'adresse postale de Dorval Asset Management a été mise à jour : 111, boulevard Pereire 75017 Paris (à la place du 1, rue de Gramont 75002 Paris).

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 9, paragraphes 1 à 4 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 5, 1er alinéa, du règlement (UE) 2020/852" »

Dénomination du produit : Dorval European Climate Initiative

Identifiant d'entité juridique : 969500OZ2680VCZCKQ10

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?



X **Oui**



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : 97,40%



Dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social: ____%



Non



Il promouvait des caractéristiques environnementales et/ ou sociales (E/S) et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de ____% d'investissements durables



ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE



ayant un objectif social



Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables



Dans quelle mesure l'objectif d'Investissement durable de ce produit financier a-t-il été atteint ?

L'objectif d'investissement durable du Fonds doit conduire à un alignement sinon une surperformance de façon continue sur deux indicateurs

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les objectifs de durabilité de ce produit financier sont atteints

d'intensité environnementale par rapport à son indice de référence (Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR)¹ :

- **Intensité verte (VR)** : le Fonds a pour objectif d'investir majoritairement dans des entreprises développant des solutions répondant à des problématiques environnementales. Le poids de l'intensité verte du Fonds est ainsi comparé à celui de l'indice de référence. Cet indicateur est mesuré par **Dorval Asset Management** au travers de l'estimation du pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés exposé aux 8 éco-activités telles que définies par le label Greenfin.
- **Intensité des gaz à effet de serre (Scope 1, 2 et 3 en tonnes/millions d'euros de revenus) (VR)** : le Fonds vise à limiter l'intensité des gaz à effet de serre de ses investissements. Cet indicateur est mesuré sur les émissions de scope 1, 2 et 3 rapportées en millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés par les entreprises). Les émissions de Scope 3 sont intégrées au périmètre lorsqu'elles sont disponibles, même si leurs comptabilisations présentent des limites.

En complément de ces deux indicateurs à surperformer de façon continue, le fonds vise à maintenir un alignement du potentiel de réchauffement de ses investissements d'ici 2100 sous le seuil de 2°C par rapport au niveau préindustriel, notamment en intégrant les objectifs de décarbonation des entreprises sur lesquelles le fonds est investi. Cela se traduit par un budget carbone accordé au fonds, tel que mesuré par ISS, compatible avec une trajectoire alignée à l'Accord de Paris. Il mesure les émissions actuelles et futures des sociétés dans lesquelles nous sommes actionnaires et les compare à différents scénarios climatiques définis par ISS comme étant les plus récents et les plus ambitieux pour modéliser les trajectoires de températures. A noter que cette modélisation peut faire appel à des estimations.

¹ Ces indicateurs, déclinés quantitativement, sont définis en valeur absolue (VA) ou en valeur relative (VR) de l'indice de référence du Fonds – Euronext Green Solutions Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (code Bloomberg EZGSPABN Index).

● Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

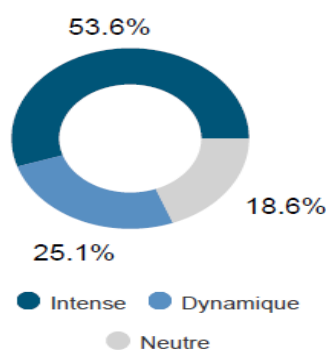
Indicateur	Définition	Evaluation ESG			Couverture		Evaluation ESG N-1 & N-2			
							2023		2022	
		Fonds	Univers	Δ	Fonds	Univers	Fonds	Univers	Fonds	Univers
Part verte	Le Fonds a pour objectif d'investir majoritairement dans des entreprises développant des solutions répondant à des problématiques environnementales. Cet indicateur est mesuré au travers de l'estimation du pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés exposé aux 8 éco-activités telles que définies par le référentiel du label Greenfin.	59%	26%	2.3x	100%	62%	67%	/	63%	/
Intensité carbone (tCO₂e/M€ de chiffre d'affaires)	Cet indicateur est mesuré sur les émissions de scopes 1, 2 et 3 rapportées en millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés par les entreprises. Les émissions de scope 3 sont intégrées au périmètre lorsqu'elles sont disponibles, même si leurs comptabilisations présentent des limites.	565.0	1470.7	-62%	100%	98%	571.5	/	/	/
Taux d'investissement durable	Un investissement est considéré durable, s'il passe 3 étapes successives et disqualifiantes : - Contribution positive à un objectif E ou S - Absence de préjudice important – (DNSH) - Bonnes pratiques de gouvernance	97%	55%	1.8x	100%	100%	98%	/	97%	/

Sources : Dorval AM, Bloomberg, MSCI, ONU

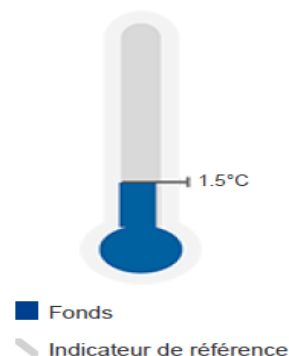
Couverture : Calculée en pourcentage du poids total des sociétés

MESURE ENVIRONNEMENT

REPARTITION DES ENTREPRISES EN FONCTION DE LEUR PART VERTE



AUGMENTATION DE LA TEMPERATURE POTENTIELLE D'ICI 2050 *



Les entreprises sont réparties selon l'exposition de leur chiffre d'affaires aux 8 éco-activités : Intense (>50%), Dynamique (10-50%) et Neutre (<10%)

* Cette modélisation peut faire appel à des estimations, et le scope 3 est pris en compte par notre prestataire dans le calcul de cet indicateur.

21%

Fonds



15%

Engagement minimum

Pourcentage d'alignement à la taxonomie (% du chiffre d'affaires) du fonds par rapport à son engagement minimum.

75%

Fonds



62%

Univers d'investissement

Pourcentage d'entreprises dont les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre sont approuvés par le SBTi

Sources : Dorval AM, Rapport climat ISS

NOTATION - METHODOLOGIE PROPRIETAIRE

	78.2				
	ESG	E	S	G	Couverture
Fonds	78.2	84.2	70.5	81.6	100%
Univers d'investissement	67.8	67.8	62.1	75.5	100%
Ecart en %	+15%	+24%	+14%	+8%	+0%

Couverture : Calculée en pourcentage de l'actif hors liquidités

Source : Rapport mensuel Dorval European Climate Initiative au 31/12/24

...et par rapport aux périodes précédentes ?

Indicateur	Définition	Evaluation ESG			Couverture		Evaluation ESG N-1 & N-2			
		Fonds	Univers	Δ	Fonds	Univers	2023		2022	
							Fonds	Univers	Fonds	Univers
Part verte	Le Fonds a pour objectif d'investir majoritairement dans des entreprises développant des solutions répondant à des problématiques environnementales. Cet indicateur est mesuré au travers de l'estimation du pourcentage du chiffre d'affaires des sociétés exposé aux 8 éco-activités telles que définies par le référentiel du label Greenfin.	59%	26%	2.3x	100%	62%	67%	/	63%	/
Intensité carbone (tCO ₂ e/M€ de chiffre d'affaires)	Cet indicateur est mesuré sur les émissions de scopes 1, 2 et 3 rapportées en millions d'euros de chiffre d'affaires réalisés par les entreprises. Les émissions de scope 3 sont intégrées au périmètre lorsqu'elles sont disponibles, même si leurs comptabilisations présentent des limites.	565.0	1470.7	-62%	100%	98%	571.5	/	/	/
Taux d'investissement durable	Un investissement est considéré durable, s'il passe 3 étapes successives et disqualifiantes : - Contribution positive à un objectif E ou S - Absence de préjudice important – (DNSH) - Bonnes pratiques de gouvernance	97%	55%	1.6x	100%	100%	98%	/	97%	/

Sources : Dorval AM, Bloomberg, MSCI, ONU

Couverture : Calculée en pourcentage du poids total des sociétés

Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?

Le Fonds visait à investir a minima 90% de son actif net dans des investissements durables. Ces investissements s'inscrivent de fait dans la stratégie de gestion et permettent de contribuer à la réalisation de la performance extra-financière recherchée par ce Fonds.

Au 31/12/2024, le Fonds détenait 97,40% d'investissements durables.

Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social?

La définition de l'investissement durable, telle que retenue par Dorval Asset Management, repose sur les critères relatifs à (i) l'exposition des émetteurs à des secteurs ou activités pouvant être considérés comme significativement préjudiciables à l'environnement et/ou à la société, et à (ii) des controverses environnementales ou sociales sévères².

Pour être qualifié d'investissement durable, chacun des critères relevant de cette analyse dite DNSH (« do no significant harm », ou « absence de préjudice important ») doit être satisfait.

Avec l'engagement de n'investir que dans des investissements durables tels que définis à l'article 2 (17) du règlement SFDR (hors liquidités et instruments dérivés de couverture, représentant ensemble 10% maximum de l'actif net du Fonds), le Fonds exclut de fait tous les émetteurs qui causeraient un préjudice considéré comme important sur le plan environnemental ou social.

Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération?

Toutes les valeurs de l'univers d'investissement sont évaluées au regard des Principales Incidences Négatives (Principal Adverse Impacts – « PAI »). Jusqu'à 14 indicateurs environnementaux (9) et sociaux (5) sont intégrés dans la méthodologie de notation extra-financière propriétaire de Dorval Asset Management. Chaque indicateur disponible et révélant une incidence négative, affecte négativement la note extra-financière sur les piliers E et S et sur la synthèse ESG.

Ce système de notation, conforté par les politiques d'exclusion et de gestion des controverses de Dorval Asset Management, contribue à ne retenir que les valeurs considérées comme les plus vertueuses selon les caractéristiques environnementales et sociales, au sein du périmètre d'investissement.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme? Description détaillée:

Les politiques d'exclusion³ et de gestion des controverses⁴ strictes assurent l'adéquation des investissements avec les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations-Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

² La définition de l'investissement durable selon Dorval Asset Management est disponible sur son site internet à cette adresse <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg/#Documentation-ESG>

³ <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg/#Documentation-ESG>

⁴ <https://www.dorval-am.com/investissement-responsable/notre-expertise-esg/#Documentation-ESG>

Concrètement, une société considérée comme non-conforme à ces principes sur la base des données utilisées ne pourrait être investie.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de taxinomie de l'UE. Elle s'accompagne de critères propres à l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Le produit financier a pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité en appliquant sa politique ISR et d'exclusions sectorielles et/ou les autres piliers de son approche d'investissement responsable. Ces derniers sont détaillés dans la déclaration relative à la transparence des incidences négatives en matière de durabilité de la société de gestion (la « Déclaration de prise en compte des PAI »). Au 31/12/2024, la méthodologie propriétaire de notation ESG intègre les principales incidences négatives via un système de bonus/malus de manière à influencer sur les décisions d'investissement.



Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

NOTATION DES 5 PREMIERES LIGNES DU FONDS

	ESG	E	S	G	Poids
SAP AG	83.7	83.3	85.7	81.9	4.2%
ASML HOLDING	88.9	77.2	100.0	91.1	3.8%
GECINA SA	84.7	98.7	50.5	96.4	3.0%
SACYR	70.6	72.0	63.8	74.7	2.9%
ARCADIS	85.8	100.0	66.3	98.3	2.8%

Source Rapport mensuel Dorval European Climate Initiative au 31/12/24



L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs **spécifiques**.

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

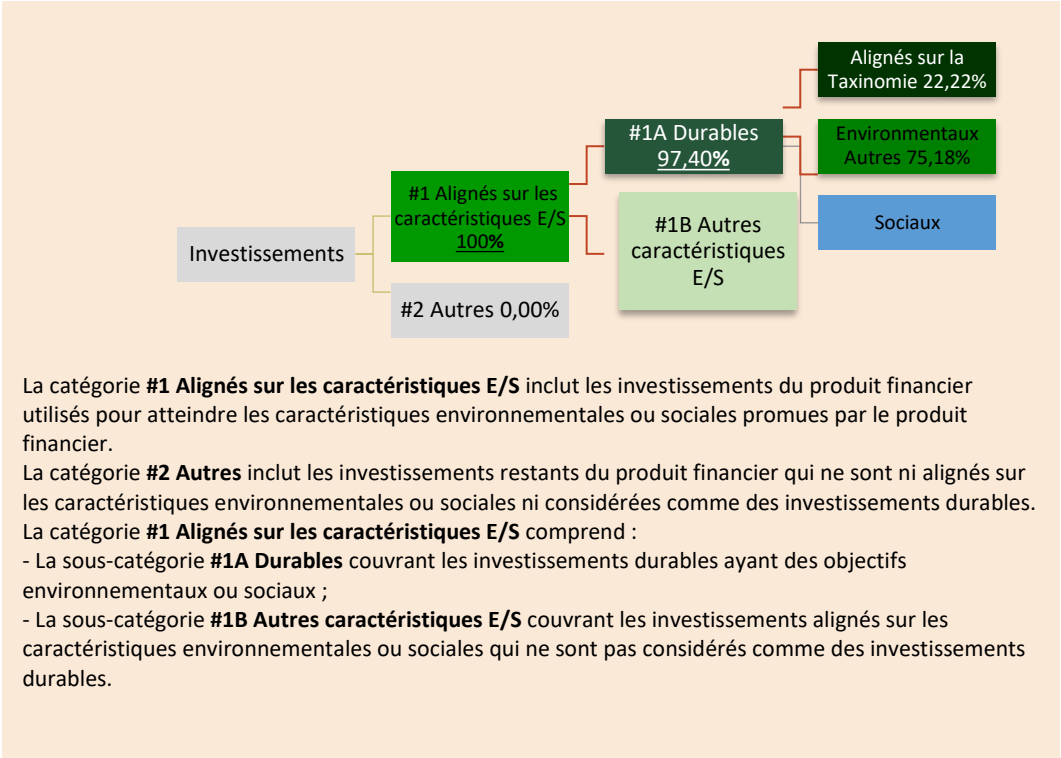
Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Au 31/12/2024, la proportion d'investissements liés à la durabilité était de 97,40%.

● **Quelle était l'allocation des actifs ?**



● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?**

Cf. graphique ci-dessus sur les principaux investissements.



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE?

22,22% des investissements durables ayant un objectif environnemental était aligné sur la Taxonomie de l'Union européenne.

● **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE ?**

- ☐ Oui :
- ☐ Dans le gaz fossile
 - ☐ Dans l'énergie nucléaire
- ☒ Non

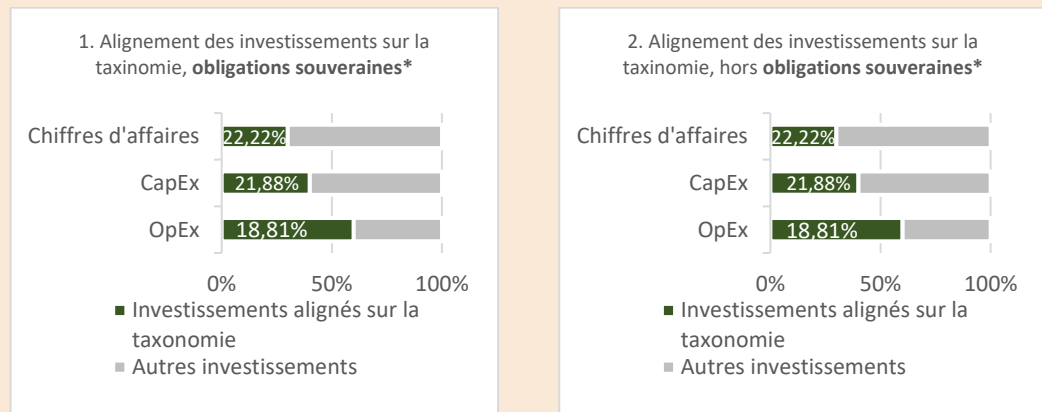
Sur la base des données actuellement disponibles, le Fonds ne peut fournir d'information sur la part d'investissement dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la Taxonomie de l'UE au cours de l'exercice précédent.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi, pour une transition vers une économie verte par exemple;
- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.

Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



*Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental au titre du règlement (EU) 2020/852.

● Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes?

Sur la base des données actuellement disponibles, le Fonds ne peut pas fournir d'information sur une part minimale d'investissement dans des activités transitoires et habilitantes.

● Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes?

NA



Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE?

75,18% des investissements durables ayant un objectif environnemental n'étaient pas alignés sur la Taxonomie de l'Union européenne.



Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social?

Aucun investissement n'est représenté dans la catégorie « sociaux »



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie «non-durables», quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

Aucun investissement n'est représenté dans la catégorie « autres ». Le reste de l'actif net est constitué de liquidités.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre l'objectif d'investissement durable au cours de la période de référence?

Dans le cadre de son engagement individuel en tant qu'actionnaire, Dorval Asset Management, au nom de Dorval European Climate Initiative, a participé à 100% des assemblées générales des sociétés dans laquelle elle a investi, correspondant à 52 résolutions votables.

Dorval Asset Management a également pris part à 20 engagements collaboratifs au cours de l'exercice (se référer au rapport d'engagement disponible sur le site pour le détail) dont les suivantes :

1. Soutenir la mise en place d'une loi contraignante à l'échelle internationale afin de lutter contre la pollution plastique : En mars 2024, signature de la déclaration des investisseurs appelant à la fin de la pollution plastique par 160 institutions financières, dont Dorval Asset Management. Le message a également été porté à la COP29 avec de petites avancées ;
2. Participation à la conférence organisée par ODDO BHF en janvier 2024 rassemblant environ 325 entreprises, dont 60 qui proposaient des meetings uniquement orientés sur des sujets ESG ;
3. 77% des 170 entreprises ciblées sont désormais engagées dans une trajectoire Net Zéro à l'horizon 2050 ou avant sur au moins leur scope 1 et 2. Dans ce cadre-là, Sophie Chauvillier, gérante des fonds internationaux et flexibles européens chez Dorval Asset Management, a rejoint le groupe de travail de Procter & Gamble afin de travailler aux côtés d'autres investisseurs pour produire une liste de recommandations concernant les engagements climatiques de la société. De la même manière, Dorval Asset Management a collaboré de nouveau avec un panel d'investisseurs engagés auprès de la société Engie. Ce groupe de travail s'est notamment réuni le 10 septembre 2024 afin d'établir le bilan des derniers mois, de définir les priorités pour les mois à venir et enfin de passer en revue la lettre officielle qui sera envoyée à Engie afin que la société prenne connaissance de ces priorités. En effet, Engie pourra ajuster sa stratégie climatique en ce sens et la soumettre au vote de ses actionnaires lors de sa prochaine assemblée générale en 2025.



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Fonds Commun de Placement
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE
111, boulevard Pereire - 75017 Paris

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (« private company limited by guarantee »).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
France

Fonds Commun de Placement DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE

111, boulevard Pereire - 75017 Paris

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux porteurs de part,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 30 décembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les conséquences du changement de méthode comptable exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de
Amaury Couplez
KPMG le 02/06/2025 10:07:19



Amaury Couplez
Associé

Bilan Actif au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Immobilisations corporelles nettes	0,00
Titres financiers	
Actions et valeurs assimilées (A)	50 543 065,78
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	50 543 065,78
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Obligations convertibles en actions (B)	0,00
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Obligations et valeurs assimilées (C)	0,00
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Titres de créances (D)	0,00
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00
Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)	0,00
OPCVM	0,00
FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne	0,00
Autres OPC et fonds d'investissements	0,00
Dépôts (F)	0,00
Instruments financiers à terme (G)	0,00
Opérations temporaires sur titres (H)	0,00
Créances représentatives de titres financiers reçus en pension	0,00
Créances représentatives de titres donnés en garantie	0,00
Créances représentatives de titres financiers prêtés	0,00
Titres financiers empruntés	0,00
Titres financiers donnés en pension	0,00
Autres opérations temporaires	0,00
Prêts (I) (*)	0,00
Autres actifs éligibles (J)	0,00
Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)	50 543 065,78
Créances et comptes d'ajustement actifs	48 293,96
Comptes financiers	1 390 827,19
Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II	1 439 121,15
Total de l'actif I+II	51 982 186,93

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Bilan Passif au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Capitaux propres :	
Capital	52 243 891,94
Report à nouveau sur revenu net	0,00
Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes	0,00
Résultat net de l'exercice	-353 112,44
Capitaux propres I	51 890 779,50
Passifs de financement II (*)	0,00
Capitaux propres et passifs de financement (I+II)	51 890 779,50
Passifs éligibles :	
Instruments financiers (A)	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00
Opérations temporaires sur titres financiers	0,00
Instruments financiers à terme (B)	0,00
Emprunts (C) (*)	0,00
Autres passifs éligibles (D)	0,00
Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)	0,00
Autres passifs :	
Dettes et comptes d'ajustement passifs	91 407,43
Concours bancaires	0,00
Sous-total autres passifs IV	91 407,43
Total Passifs : I+II+III+IV	51 982 186,93

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Compte de résultat au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Revenus financiers nets	
Produits sur opérations financières :	
Produits sur actions	1 218 249,57
Produits sur obligations	0,00
Produits sur titres de créances	0,00
Produits sur parts d'OPC	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00
Produits sur opérations temporaires sur titres	0,00
Produits sur prêts et créances	0,00
Produits sur autres actifs et passifs éligibles	0,00
Autres produits financiers	32 285,06
Sous-total produits sur opérations financières	1 250 534,63
Charges sur opérations financières :	
Charges sur opérations financières	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00
Charges sur opérations temporaires sur titres	0,00
Charges sur emprunts	0,00
Charges sur autres actifs et passifs éligibles	0,00
Charges sur passifs de financement	0,00
Autres charges financières	0,00
Sous-total charges sur opérations financières	0,00
Total revenus financiers nets (A)	1 250 534,63
Autres produits :	
Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance	0,00
Autres produits	0,00
Autres charges :	
Frais de gestion de la société de gestion	-354 683,44
Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement	0,00
Impôts et taxes	0,00
Autres charges	0,00
Sous-total autres produits et autres charges (B)	-354 683,44
Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)	895 851,19
Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)	25 611,08
Sous-total revenus nets I = (C+D)	921 462,27
Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :	
Plus ou moins-values réalisées	-2 781 807,33
Frais de transactions externes et frais de cession	-63 772,58
Frais de recherche	-36 058,37
Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs	0,00
Indemnités d'assurance perçues	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance reçus	0,00
Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)	-2 881 638,28
Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)	11 447,34
Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)	-2 870 190,94

Compte de résultat au 31/12/2024 en EUR	31/12/2024
Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :	
Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles	1 393 154,26
Ecart de change sur les comptes financiers en devises	0,00
Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir	0,00
Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs	0,00
Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)	1 393 154,26
Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)	202 461,97
Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)	1 595 616,23
Acomptes :	
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J)	0,00
Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K)	0,00
Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)	0,00
Impôt sur le résultat V (*)	0,00
Résultat net I + II + III + IV + V	-353 112,44

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

Annexe des comptes annuels

A. Informations générales

A1. Caractéristiques et activité de l'OPC à capital variable

A1a.Stratégie et profil de gestion

Dorval European Climate Initiative a pour objectif l'investissement durable à hauteur a minima de 90% de son actif net, le solde pouvant être constitué de liquidités et/ou de dérivés de couverture.

L'objectif du Fonds est de favoriser le développement d'entreprises, majoritairement de la zone euro, qui apportent des solutions aux enjeux climatiques via leurs offres de produits ou de services ou qui contribuent à l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris. Les investissements du Fonds seront 100% durables¹ au sens de la réglementation SFDR, a minima conformes à hauteur de 75% aux éco-activités définies par le label Greenfin. A travers cet objectif, le Fonds s'engage ainsi à limiter le potentiel de réchauffement de ses investissements d'ici 2100 sous le seuil de 2°C par rapport au niveau préindustriel. Le Fonds a également pour objectif une performance supérieure à celle de l'indice EURO STOXX Total Market Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (Code Bloomberg BKXTPAB Index) sur un horizon d'investissement supérieur à 5 ans.

Le prospectus / règlement de l'OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

A1b.Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023	31/12/2024
Actif net Global en EUR	32 930 466,43	28 266 117,28	48 120 699,89	54 538 947,76	51 890 779,50
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I en EUR					
Actif net	16 991 925,36	9 533 053,17	34 842 647,89	39 828 055,67	30 244 432,90
Nombre de titres	222 307,000	103 308,000	458 089,739	460 064,771	352 114,771
Valeur liquidative unitaire	76,43	92,27	76,06	86,57	85,89
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	-16,51	12,51	-1,95	1,18	-4,74
Capitalisation unitaire sur revenu	0,23	0,64	1,12	1,36	1,43
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N en EUR					
Actif net	1 901 653,55	2 257 422,39	2 984 427,62	2 192 159,05	9 879 119,79
Nombre de titres	25 068,362	24 722,792	39 653,639	25 590,138	116 232,549
Valeur liquidative unitaire	75,85	91,30	75,26	85,66	84,99
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	-16,42	12,39	-1,93	1,16	-4,70
Capitalisation unitaire sur revenu	0,03	0,38	1,11	1,34	1,41
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q en EUR					
Actif net	13 996 493,77	16 425 427,65	10 240 325,41	11 222 917,64	9 957 164,44
Nombre de titres	134 698,206	129 481,206	97 256,962	92 994,973	82 573,663
Valeur liquidative unitaire	103,91	126,85	105,29	120,68	120,58
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	-22,26	17,14	-2,70	1,64	-6,67
Capitalisation unitaire sur revenu	1,32	2,19	2,31	2,68	2,87
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R en EUR					
Actif net	40 393,75	50 214,07	53 298,97	1 295 815,40	1 810 062,37
Nombre de titres	541,313	562,410	730,046	15 738,863	22 337,072
Valeur liquidative unitaire	74,62	89,28	73,00	82,33	81,03
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes	-16,23	12,15	-1,87	1,12	-4,47
Capitalisation unitaire sur revenu	-0,36	-0,12	0,47	0,57	0,68

A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020- 07 modifié)

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.

NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.

Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers, les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :

Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :

Les Swaps :

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0013392321 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q : Taux de frais maximum de 0,10% TTC

FR0013334398 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I : Taux de frais maximum de 0,80% TTC

FR0013334372 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N : Taux de frais maximum de 0,80% TTC

FR0013334380 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R : Taux de frais maximum de 1,60% TTC

Commission de surperformance :

20% de la surperformance positive au-delà de la performance de son indicateur de référence, lorsqu'elle est constituée.

La commission de surperformance, applicable à une catégorie de part donnée, est calculée selon une approche dite de « l'actif indicé », c'est-à-dire s'appuyant sur la comparaison entre l'actif valorisé du Fonds et l'actif de référence qui sert d'assiette de calcul de la commission de surperformance.

- L'actif valorisé du Fonds s'entend comme la quote-part de l'actif, correspondant à une catégorie de part, évaluée selon les règles applicables aux actifs et après prise en compte des frais de fonctionnement et de gestion réels correspondant à ladite part.
- L'actif de référence représente l'actif du Fonds constaté le jour de la réinitialisation de la période de référence puis retraité des mêmes montants de souscriptions/rachats applicables à la catégorie de part considérée à chaque valorisation, et indicé par la performance de l'indice de référence du Fonds.

L'indice de référence, retenu pour le calcul de la commission de surperformance, est l'indice EURO STOXX Total Market Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (Code Bloomberg BKXTPAB Index). Il est libellé en euro.

- Période de référence de la performance :

La période de référence correspond à la période durant laquelle la performance du Fonds est mesurée et comparée à celle de l'indice de référence ; elle est fixée à cinq ans. La Société de Gestion s'assure qu'au cours d'une durée de performance de cinq (5) ans maximum, toute sous-performance du Fonds par rapport à l'indice de référence soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles.

Une réinitialisation de la date et de la valeur de départ de l'actif de référence de la performance sera mise en œuvre :

- Lors de la clôture de l'exercice comptable précédent si des commissions de surperformance ont été prélevées sur cette clôture ;
- Ou à défaut, une sous-performance n'est pas compensée et n'est plus pertinente au fur et à mesure que cette période de cinq ans s'écoule.

A titre d'information, la date de départ de la période de référence de la performance de cinq ans débute le 1er janvier 2022.

Définition de la Période d'observation et de la fréquence de cristallisation :

- La période d'observation correspond à l'exercice comptable du 1er janvier au 31 décembre.
- La fréquence de cristallisation consiste à figer et donc à considérer comme définitive et exigible au paiement, une somme provisionnée.

La commission de surperformance est cristallisée (payée) une fois par an à chaque clôture de l'exercice comptable selon les modalités de calcul décrite ci-dessous :

- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence ci-dessus, la part variable des frais de gestion représentera 20 % TTC maximum de l'écart entre ces deux actifs sous réserve :
 - Que le prélèvement de la commission de surperformance n'entraîne pas une baisse de la valeur liquidative du Fonds ;
 - Et qu'après le prélèvement de la commission de surperformance, la performance nette du Fonds au titre de l'année de prélèvement ne devienne pas inférieure à celle de son indice de référence au titre de cette même année.
- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est inférieur à celui de l'actif de référence, la part variable des frais de gestion sera nulle.
- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence, cet écart fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative.
- Dans le cas contraire, la provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provisions.
- Les reprises sur provisions sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures .

Cette commission de surperformance est perçue à la clôture comptable uniquement si sur la période écoulée, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence constaté lors de la dernière valeur liquidative de la période de référence.

Toutefois, il n'y aura de prélèvement de la commission de surperformance que si la performance du Fonds est supérieure à celle de l'indicateur de référence sur la période de référence et si le Fonds a enregistré une performance positive sur son exercice comptable.

En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la Société de Gestion.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le revenu :

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

Lorsque l'OPC est agréé au titre du règlement (UE) n° 2017/1131 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2017 sur les fonds monétaires, par dérogation aux dispositions du I, les sommes distribuables peuvent aussi intégrer les plus-values latentes.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

Part(s)	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	Capitalisation	Capitalisation
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	Capitalisation	Capitalisation
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	Capitalisation	Capitalisation
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	Capitalisation	Capitalisation

B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR	31/12/2024
Capitaux propres début d'exercice	54 538 947,76
Flux de l'exercice :	
Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC)	12 950 556,96
Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC)	-15 006 092,39
Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation	895 851,19
Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation	-2 881 638,28
Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation	1 393 154,26
Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes	0,00
Autres éléments	0,00
Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)	51 890 779,50

B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I		
Parts souscrites durant l'exercice	22 970,000	2 152 504,10
Parts rachetées durant l'exercice	-130 920,000	-11 470 211,70
Solde net des souscriptions/rachats	-107 950,000	-9 317 707,60
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	352 114,771	
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N		
Parts souscrites durant l'exercice	112 789,599	9 955 271,75
Parts rachetées durant l'exercice	-22 147,188	-1 971 197,08
Solde net des souscriptions/rachats	90 642,411	7 984 074,67
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	116 232,549	
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q		
Parts souscrites durant l'exercice	0,00	0,00
Parts rachetées durant l'exercice	-10 421,310	-1 278 606,58
Solde net des souscriptions/rachats	-10 421,310	-1 278 606,58
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	82 573,663	

B3a.Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

	En parts	En montant
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R		
Parts souscrites durant l'exercice	10 002,817	842 781,11
Parts rachetées durant l'exercice	-3 404,608	-286 077,03
Solde net des souscriptions/rachats	6 598,209	556 704,08
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	22 337,072	

B3b.Commissions de souscription et/ou rachat acquises

	En montant
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

B6. Ventilation de l’actif net par nature de parts

Libellé de la part Code ISIN	Affectation des revenus nets	Affectation des plus ou moins- values nettes réalisées	Devise de la part	Actif net par part	Nombre de parts	Valeur liquidative
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I FR0013334398	Capitalisation	Capitalisation	EUR	30 244 432,90	352 114,771	85,89
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N FR0013334372	Capitalisation	Capitalisation	EUR	9 879 119,79	116 232,549	84,99
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q FR0013392321	Capitalisation	Capitalisation	EUR	9 957 164,44	82 573,663	120,58
DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R FR0013334380	Capitalisation	Capitalisation	EUR	1 810 062,37	22 337,072	81,03

C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

C1a.Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions significatives par pays				
		Pays 1	Pays 2	Pays 3	Pays 4	Pays 5
		FRANCE +/-	ALLEMAGNE +/-	PAYS-BAS +/-	ESPAGNE +/-	FINLANDE +/-
Actif						
Actions et valeurs assimilées	50 543,07	19 162,37	10 680,15	5 704,55	5 432,34	3 488,70
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif						
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan						
Futures	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Options	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Swaps	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Autres instruments financiers	0,00	NA	NA	NA	NA	NA
Total	50 543,07					

C1b.Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Décomposition de l'exposition par maturité			Décomposition par niveau de deltas	
		<= 1 an	1<X<=5 ans	> 5 ans	<= 0,6	0,6<X<=1
Total	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

C1c.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

Montants exprimés en milliers EUR	Exposition +/-	Ventilation des expositions par type de taux			
		Taux fixe +/-	Taux variable ou révisable +/-	Taux indexé +/-	Autre ou sans contrepartie de taux +/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 390,83	0,00	0,00	0,00	1 390,83
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Futures	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments financiers	NA	0,00	0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00	1 390,83

C1d.Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

Montants exprimés en milliers EUR	[0 - 3 mois] (*) +/-	[3 - 6 mois] (*) +/-	[6 - 12 mois] (*) +/-	[1 - 3 ans] (*) +/-	[3 - 5 ans] (*) +/-	[5 - 10 ans] (*) +/-	>10 ans (*) +/-
Actif							
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 390,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif							
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan							
Futures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Options	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres instruments	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 390,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

C1e.Exposition directe sur le marché des devises

Montants exprimés en milliers EUR	Devise 1 CHF +/-	Devise 2 +/-	Devise 3 +/-	Devise 4 +/-	Devise N +/-
Actif					
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	628,98	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Passif					
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan					
Devises à recevoir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Devises à livrer	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Futures options swaps	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	628,98	0,00	0,00	0,00	0,00

C1f.Exposition directe aux marchés de crédit

Montants exprimés en milliers EUR	Invest. Grade +/-	Non Invest. Grade +/-	Non notés +/-
Actif			
Obligations convertibles en actions	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Passif			
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00
Hors-bilan			
Dérivés de crédits	0,00	0,00	0,00
Solde net	0,00	0,00	0,00

C1g.Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

Contreparties (montants exprimés en milliers EUR)	Valeur actuelle constitutive d'une créance	Valeur actuelle constitutive d'une dette
Opérations figurant à l'actif du bilan Dépôts Instruments financiers à terme non compensés Créances représentatives de titres financiers reçus en pension Créances représentatives de titres donnés en garantie Créances représentatives de titres financiers prêtés Titres financiers empruntés Titres reçus en garantie Titres financiers donnés en pension Créances Collatéral espèces Dépôt de garantie espèces versé Opérations figurant au passif du bilan Dettes représentatives des titres donnés en pension Instruments financiers à terme non compensés Dettes Collatéral espèces		

C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

D1. Créances et dettes : ventilation par nature

	Nature de débit/crédit	31/12/2024
Créances		
	Souscriptions à recevoir	48 293,96
Total des créances		48 293,96
Dettes		
	Frais de gestion fixe	91 407,43
Total des dettes		91 407,43
Total des créances et des dettes		-43 113,47

D2. Frais de gestion, autres frais et charges

	31/12/2024
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	278 308,34
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	42 454,39
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	10 523,85
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,10
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	23 396,86
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,60
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

D3. Engagements reçus et donnés

Autres engagements (par nature de produit)	31/12/2024
Garanties reçues	0,00
- dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00
Garanties données	0,00
- dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Engagements de financement reçus mais non encore tirés	0,00
Engagements de financement donnés mais non encore tirés	0,00
Autres engagements hors bilan	0,00
Total	0,00

D4. Autres informations

D4a.Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	31/12/2024
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

D4b.Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	31/12/2024
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

D5a.Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	921 462,27
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice	0,00
Revenus de l'exercice à affecter	921 462,27
Report à nouveau	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	921 462,27

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	504 182,78
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	504 182,78
Report à nouveau	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	504 182,78
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00
Capitalisation	504 182,78
Total	504 182,78
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	164 683,28
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	164 683,28
Report à nouveau	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	164 683,28
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00
Capitalisation	164 683,28
Total	164 683,28
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	237 363,92
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	237 363,92
Report à nouveau	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	237 363,92
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00
Capitalisation	237 363,92
Total	237 363,92
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R

Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets	31/12/2024
Revenus nets	15 232,29
Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*)	0,00
Revenus de l'exercice à affecter (**)	15 232,29
Report à nouveau	0,00
Sommes distribuables au titre du revenu net	15 232,29
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau du revenu de l'exercice	0,00
Capitalisation	15 232,29
Total	15 232,29
* Information relative aux acomptes versés	
Montant unitaire	0,00
Crédits d'impôt totaux	0,00
Crédits d'impôt unitaires	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00
Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu	0,00

D5b.Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-2 870 190,94
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter	-2 870 190,94
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-2 870 190,94

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-1 672 487,68
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	-1 672 487,68
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-1 672 487,68
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Capitalisation	-1 672 487,68
Total	-1 672 487,68
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-546 301,50
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	-546 301,50
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-546 301,50
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Capitalisation	-546 301,50
Total	-546 301,50
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-551 488,43
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	-551 488,43
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-551 488,43
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Capitalisation	-551 488,43
Total	-551 488,43
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00

Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R

Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes	31/12/2024
Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice	-99 913,33
Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*)	0,00
Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)	-99 913,33
Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées	0,00
Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées	-99 913,33
Affectation :	
Distribution	0,00
Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes	0,00
Capitalisation	-99 913,33
Total	-99 913,33
* Information relative aux acomptes versés	
Acomptes unitaires versés	0,00
** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution	
Nombre de parts	0,00
Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes	0,00

E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
ACTIONS ET VALEURS ASSIMILÉES			50 543 065,78	97,40
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			50 543 065,78	97,40
Assurance			2 581 634,46	4,98
ALLIANZ SE-REG	EUR	3 273	968 480,70	1,87
AXA SA	EUR	22 478	771 444,96	1,49
MUENCHENER RUECKVERSICHERUNG AG	EUR	1 728	841 708,80	1,62
Automobiles			676 427,40	1,30
MERCEDES BENZ GROUP AG REGISTERED SHARES	EUR	12 573	676 427,40	1,30
Banques commerciales			4 035 221,37	7,78
APERAM	EUR	20 177	508 863,94	0,98
CAIXABANK SA	EUR	131 526	688 670,14	1,33
ING GROEP NV	EUR	62 939	952 267,07	1,84
INTESA SANPAOLO	EUR	245 732	949 262,72	1,83
UNICREDIT SPA	EUR	24 300	936 157,50	1,80
Conglomérats industriels			1 008 796,00	1,94
SIEMENS AG-REG	EUR	5 350	1 008 796,00	1,94
Construction et ingénierie			2 967 236,02	5,72
ARCADIS NV	EUR	24 881	1 463 002,80	2,82
SACYR SA	EUR	472 732	1 504 233,22	2,90
Distribution de produits alimentaires de première nécessité			1 054 641,76	2,03
EDP RENOVAVEIS SA	EUR	105 044	1 054 641,76	2,03
Electricité			1 034 500,50	1,99
REDEIA CORP SA	EUR	62 697	1 034 500,50	1,99
Equipement et services pour l'énergie			1 150 292,15	2,22
GRENERGY RENOVABLES	EUR	35 231	1 150 292,15	2,22
Equipements électriques			4 844 392,39	9,34
ALSTOM	EUR	63 644	1 372 164,64	2,64
NEXANS SA	EUR	9 310	970 102,00	1,87
NORDEX SE	EUR	94 705	1 067 325,35	2,06
SCHNEIDER ELECTRIC SE	EUR	5 956	1 434 800,40	2,77
Equipements et fournitures médicaux			962 661,60	1,86
ESSILORLUXOTTICA	EUR	4 086	962 661,60	1,86
Equipements et instruments électroniques			1 121 615,08	2,16
LEGRAND SA	EUR	11 927	1 121 615,08	2,16
FPI Bureautiques			1 572 292,35	3,03
GECINA SA	EUR	17 383	1 572 292,35	3,03
FPI de détail			1 290 920,80	2,49
KLEPIERRE	EUR	46 436	1 290 920,80	2,49
Hôtels, restaurants et loisirs			1 346 362,76	2,59
SPIE SA	EUR	44 819	1 346 362,76	2,59

E1. Inventaire des éléments de bilan

Désignation des valeurs par secteur d'activité (*)	Devise	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Logiciels			4 539 162,91	8,75
GETLINK SE	EUR	34 014	523 985,67	1,01
METSO CORP	EUR	114 260	1 026 054,80	1,98
SAP SE	EUR	9 243	2 184 120,90	4,21
VINCI SA	EUR	8 071	805 001,54	1,55
Machines			2 136 367,44	4,12
GEA GROUP AG	EUR	27 252	1 303 190,64	2,51
KONECRANES OYJ	EUR	13 614	833 176,80	1,61
Métaux et minerais			498 473,30	0,96
AURUBIS AG	EUR	6 499	498 473,30	0,96
Ordinateurs et périphériques			957 042,80	1,84
KONTRON AG	EUR	49 180	957 042,80	1,84
Papier et industrie du bois			1 629 469,82	3,14
STORA ENSO OYJ-R SHS	EUR	66 631	647 520,06	1,25
UPM-KYMMENE OYJ	EUR	36 971	981 949,76	1,89
Producteur et commerce d'énergie indépendants			628 979,84	1,21
LANDIS + GYR GROUP AG	CHF	10 283	628 979,84	1,21
Produits chimiques			1 086 157,80	2,09
DSM-FIRMENICH AG	EUR	11 115	1 086 157,80	2,09
Produits de soins personnels			1 027 601,10	1,98
L'OREAL	EUR	3 006	1 027 601,10	1,98
Semi-conducteurs et équipements pour fabrication			5 508 910,38	10,61
ASM INTERNATIONAL NV	EUR	2 341	1 308 150,80	2,52
ASML HOLDING NV	EUR	2 919	1 981 125,30	3,82
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	38 571	1 211 129,40	2,33
STMICROELECTRONICS NV	EUR	41 545	1 008 504,88	1,94
Services aux entreprises			799 035,62	1,54
DERICHEBOURG	EUR	149 213	799 035,62	1,54
Services aux professionnels			1 015 164,00	1,96
BUREAU VERITAS SA	EUR	34 600	1 015 164,00	1,96
Services clientèle divers			948 848,75	1,83
EDENRED	EUR	29 885	948 848,75	1,83
Services de télécommunication diversifiés			920 493,18	1,77
DEUTSCHE TELEKOM AG-REG	EUR	31 862	920 493,18	1,77
Services liés aux technologies de l'information			1 514 488,70	2,92
CAPGEMINI SE	EUR	3 358	531 067,70	1,02
SOPRA STERIA GROUP	EUR	5 751	983 421,00	1,90
Textiles, habillement et produits de luxe			1 685 875,50	3,25
HERMES INTERNATIONAL	EUR	428	993 816,00	1,92
LVMH MOET HENNESSY LOUIS VUI	EUR	1 089	692 059,50	1,33
Total			50 543 065,78	97,40

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

E2. Inventaire des opérations à terme de devises

Type d'opération	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)			
	Actif	Passif	Devises à recevoir (+)		Devises à livrer (-)	
			Devise	Montant (*)	Devise	Montant (*)
Total	0,00	0,00		0,00		0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

E3. Inventaire des instruments financiers à terme

E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3c.Inventaire des instruments financiers à terme - de change

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3d.Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E3e.Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

Nature d'engagements	Quantité ou Nominal	Valeur actuelle présentée au bilan		Montant de l'exposition (*)
		Actif	Passif	+/-
1. Futures				
Sous-total 1.		0,00	0,00	0,00
2. Options				
Sous-total 2.		0,00	0,00	0,00
3. Swaps				
Sous-total 3.		0,00	0,00	0,00
4. Autres instruments				
Sous-total 4.		0,00	0,00	0,00
Total		0,00	0,00	0,00

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

E5. Synthèse de l'inventaire

	Valeur actuelle présentée au bilan
Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT)	50 543 065,78
Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) :	
Total opérations à terme de devises	0,00
Total instruments financiers à terme - actions	0,00
Total instruments financiers à terme - taux	0,00
Total instruments financiers à terme - change	0,00
Total instruments financiers à terme - crédit	0,00
Total instruments financiers à terme - autres expositions	0,00
Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises	0,00
Autres actifs (+)	1 439 121,15
Autres passifs (-)	-91 407,43
Passifs de financement (-)	0,00
Total = actif net	51 890 779,50

Libellé de la part	Devise de la part	Nombre de parts	Valeur liquidative
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	EUR	352 114,771	85,89
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	EUR	116 232,549	84,99
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	EUR	82 573,663	120,58
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	EUR	22 337,072	81,03

DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE

COMPTES ANNUELS

29/12/2023

BILAN ACTIF AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
IMMOBILISATIONS NETTES	0,00	0,00
DÉPÔTS	0,00	0,00
INSTRUMENTS FINANCIERS	53 416 018,48	46 763 695,07
Actions et valeurs assimilées	53 416 018,48	46 763 695,07
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	53 416 018,48	46 763 695,07
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Titres de créances négociables	0,00	0,00
Autres titres de créances	0,00	0,00
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Organismes de placement collectif	0,00	0,00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	0,00	0,00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE	0,00	0,00
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés	0,00	0,00
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés	0,00	0,00
Autres organismes non européens	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Créances représentatives de titres reçus en pension	0,00	0,00
Créances représentatives de titres prêtés	0,00	0,00
Titres empruntés	0,00	0,00
Titres donnés en pension	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
Autres instruments financiers	0,00	0,00
CRÉANCES	4 571,11	4 134,31
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	4 571,11	4 134,31
COMPTES FINANCIERS	1 203 305,20	1 383 404,21
Liquidités	1 203 305,20	1 383 404,21
TOTAL DE L'ACTIF	54 623 894,79	48 151 233,59

BILAN PASSIF AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
CAPITAUX PROPRES		
Capital	52 876 684,77	48 571 927,17
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	0,00	0,00
Report à nouveau (a)	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	743 164,74	-1 236 438,64
Résultat de l'exercice (a,b)	919 098,25	785 211,36
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *	54 538 947,76	48 120 699,89
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres donnés en pension	0,00	0,00
Dettes représentatives de titres empruntés	0,00	0,00
Autres opérations temporaires	0,00	0,00
Instruments financiers à terme	0,00	0,00
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00
DETTES	84 947,03	30 533,70
Opérations de change à terme de devises	0,00	0,00
Autres	84 947,03	30 533,70
COMPTES FINANCIERS	0,00	0,00
Concours bancaires courants	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00
TOTAL DU PASSIF	54 623 894,79	48 151 233,59

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

HORS-BILAN AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés	0,00	0,00
Engagement sur marché de gré à gré	0,00	0,00
Autres engagements	0,00	0,00

COMPTE DE RÉSULTAT AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
Produits sur opérations financières		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	40 391,40	913,70
Produits sur actions et valeurs assimilées	1 315 112,64	550 508,42
Produits sur obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00
Produits sur titres de créances	0,00	0,00
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Produits sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
TOTAL (1)	1 355 504,04	551 422,12
Charges sur opérations financières		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	0,00	0,00
Charges sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Charges sur dettes financières	0,00	2 603,80
Autres charges financières	0,00	0,00
TOTAL (2)	0,00	2 603,80
RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)	1 355 504,04	548 818,32
Autres produits (3)	0,00	0,00
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	358 353,88	99 077,38
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)	997 150,16	449 740,94
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	-78 051,91	335 470,42
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)	0,00	0,00
RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)	919 098,25	785 211,36

ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

OPC détenus :

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

Opérations temporaires sur titres :

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

Instruments financiers à terme :**Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :**

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

Engagements Hors Bilan :

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

Frais de gestion

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0013392321 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q : Taux de frais maximum de 0,10% TTC

FR0013334398 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I : Taux de frais maximum de 0,80% TTC

FR0013334372 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N : Taux de frais maximum de 0,80% TTC

FR0013334380 - Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R : Taux de frais maximum de 1,60% TTC

Commission de surperformance :

20% de la surperformance positive au-delà de la performance de son indicateur de référence, lorsqu'elle est constituée.

La commission de surperformance, applicable à une catégorie de part donnée, est calculée selon une approche dite de « l'actif indicé », c'est-à-dire s'appuyant sur la comparaison entre l'actif valorisé du Fonds et l'actif de référence qui sert d'assiette de calcul de la commission de surperformance.

- L'actif valorisé du Fonds s'entend comme la quote-part de l'actif, correspondant à une catégorie de part, évaluée selon les règles applicables aux actifs et après prise en compte des frais de fonctionnement et de gestion réels correspondant à ladite part.
- L'actif de référence représente l'actif du Fonds constaté le jour de la réinitialisation de la période de référence puis retraité des mêmes montants de souscriptions/rachats applicables à la catégorie de part considérée à chaque valorisation, et indicé par la performance de l'indice de référence du Fonds.

L'indice de référence, retenu pour le calcul de la commission de surperformance, est l'indice EURO STOXX Total Market Paris-Aligned Benchmark Net Return EUR (Code Bloomberg BKXTPAB Index). Il est libellé en euro.

- Période de référence de la performance :

La période de référence correspond à la période durant laquelle la performance du Fonds est mesurée et comparée à celle de l'indice de référence ; elle est fixée à cinq ans. La Société de Gestion s'assure qu'au cours d'une durée de performance de cinq (5) ans maximum, toute sous-performance du Fonds par rapport à l'indice de référence soit compensée avant que des commissions de surperformance ne deviennent exigibles. Une réinitialisation de la date et de la valeur de départ de l'actif de référence de la performance sera mise en œuvre :

- o Lors de la clôture de l'exercice comptable précédent si des commissions de surperformance ont été prélevées sur cette clôture ;
- o Ou à défaut, une sous-performance n'est pas compensée et n'est plus pertinente au fur et à mesure que cette période de cinq ans s'écoule.

A titre d'information, la date de départ de la période de référence de la performance de cinq ans débute le 1er janvier 2022.

- Définition de la Période d'observation et de la fréquence de cristallisation :

- La période d'observation correspond à l'exercice comptable du 1er janvier au 31 décembre.
- La fréquence de cristallisation consiste à figer et donc à considérer comme définitive et exigible au paiement, une somme provisionnée.

La commission de surperformance est cristallisée (payée) une fois par an à chaque clôture de l'exercice comptable selon les modalités de calcul décrite ci-dessous :

- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence ci-dessus, la part variable des frais de gestion représentera 20 % TTC maximum de l'écart entre ces deux actifs sous réserve :
 - o Que le prélèvement de la commission de surperformance n'entraîne pas une baisse de la valeur liquidative du Fonds ;
 - o Et qu'après le prélèvement de la commission de surperformance, la performance nette du Fonds au titre de l'année de prélèvement ne devienne pas inférieure à celle de son indice de référence au titre de cette même année.

- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est inférieur à celui de l'actif de référence, la part variable des frais de gestion sera nulle.
- Si, sur la période d'observation, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence, cet écart fera l'objet d'une provision au titre des frais de gestion variables lors du calcul de la valeur liquidative.
- Dans le cas contraire, la provision passée précédemment sera réajustée par une reprise sur provisions.
- Les reprises sur provisions sont plafonnées à hauteur des dotations antérieures .

Cette commission de surperformance est perçue à la clôture comptable uniquement si sur la période écoulée, l'actif valorisé du Fonds est supérieur à celui de l'actif de référence constaté lors de la dernière valeur liquidative de la période de référence.

Toutefois, il n'y aura de prélèvement de la commission de surperformance que si la performance du Fonds est supérieure à celle de l'indicateur de référence sur la période de référence et si le Fonds a enregistré une performance positive sur son exercice comptable.

En cas de rachat, la quote-part de la provision constituée, correspondant au nombre de parts rachetées, est définitivement acquise à la Société de Gestion.

Affectation des sommes distribuables

Définition des sommes distribuables

Les sommes distribuables sont constituées par :

Le résultat :

Le résultat net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde de régularisation des revenus. Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, dividendes, primes et lots, rémunération ainsi que tous produits relatifs aux titres constituant le portefeuille de l'OPC majoré du produit des sommes momentanément disponibles et diminué des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Les Plus et Moins-values :

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

Modalités d'affectation des sommes distribuables :

<i>Part(s)</i>	<i>Affectation du résultat net</i>	<i>Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées</i>
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	Capitalisation	Capitalisation
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	Capitalisation	Capitalisation
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	Capitalisation	Capitalisation
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	Capitalisation	Capitalisation

2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 29/12/2023 EN EUR

	29/12/2023	30/12/2022
ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE	48 120 699,89	28 266 117,28
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	6 251 698,50	42 363 710,53
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-6 186 478,33	-16 123 662,19
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	869 990,32	1 113 650,64
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-62 104,50	-1 617 502,71
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	0,00	0,00
Frais de transactions	-30 191,28	-86 728,19
Différences de change	21 948,99	-74 063,52
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	4 556 234,01	-6 170 562,89
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>559 306,55</i>	<i>-3 996 927,46</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>3 996 927,46</i>	<i>-2 173 635,43</i>
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme	0,00	0,00
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	997 150,16	449 740,94
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	0,00	0,00
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	0,00	0,00
Autres éléments	0,00	0,00
ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE	54 538 947,76	48 120 699,89

3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
ACTIF		
OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES		
TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES	0,00	0,00
TITRES DE CRÉANCES		
TOTAL TITRES DE CRÉANCES	0,00	0,00
PASSIF		
OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS		
TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS	0,00	0,00
HORS-BILAN		
OPÉRATIONS DE COUVERTURE		
TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE	0,00	0,00
AUTRES OPÉRATIONS		
TOTAL AUTRES OPÉRATIONS	0,00	0,00

3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 203 305,20	2,21
PASSIF								
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

	< 3 mois	%]3 mois - 1 an]	%]1 - 3 ans]	%]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
ACTIF										
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	1 203 305,20	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF										
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN										
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 CHF		Devise 2 SEK		Devise 3 NOK		Devise N Autre(s)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
ACTIF								
Dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et valeurs assimilées	1 063 795,53	1,95	1 030 495,13	1,89	238 686,97	0,44	0,00	0,00
Obligations et valeurs assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OPC	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
PASSIF								
Opérations de cession sur instruments financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations temporaires sur titres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
HORS-BILAN								
Opérations de couverture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres opérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	29/12/2023
CRÉANCES		
	Souscriptions à recevoir	4 571,11
TOTAL DES CRÉANCES		4 571,11
DETTES		
	Frais de gestion fixe	83 311,32
	Frais de gestion variable	1 635,71
TOTAL DES DETTES		84 947,03
TOTAL DETTES ET CRÉANCES		-80 375,92

3.6. CAPITAUX PROPRES

3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I		
Parts souscrites durant l'exercice	51 225,032	4 379 921,09
Parts rachetées durant l'exercice	-49 250,000	-3 933 713,00
Solde net des souscriptions/rachats	1 975,032	446 208,09
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	460 064,771	
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N		
Parts souscrites durant l'exercice	7 172,557	570 212,94
Parts rachetées durant l'exercice	-21 236,058	-1 692 429,84
Solde net des souscriptions/rachats	-14 063,501	-1 122 216,90
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	25 590,138	
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q		
Parts souscrites durant l'exercice	55,450	6 291,91
Parts rachetées durant l'exercice	-4 317,439	-489 321,76
Solde net des souscriptions/rachats	-4 261,989	-483 029,85
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	92 994,973	
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R		
Parts souscrites durant l'exercice	15 902,780	1 295 272,56
Parts rachetées durant l'exercice	-893,963	-71 013,73
Solde net des souscriptions/rachats	15 008,817	1 224 258,83
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	15 738,863	

3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00
Part DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	
Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises	0,00
Commissions de souscription acquises	0,00
Commissions de rachat acquises	0,00

3.7. FRAIS DE GESTION

	29/12/2023
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	319 175,76
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	24 001,18
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,80
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	10 721,30
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,10
Frais de gestion variables provisionnés	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,00
Frais de gestion variables acquis	0,00
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	
Commissions de garantie	0,00
Frais de gestion fixes	2 819,93
Pourcentage de frais de gestion fixes	1,60
Frais de gestion variables provisionnés	1 633,11
Pourcentage de frais de gestion variables provisionnés	0,92
Frais de gestion variables acquis	2,60
Pourcentage de frais de gestion variables acquis	0,00
Rétrocessions des frais de gestion	0,00

« Le montant des frais de gestion variables affiché ci-dessus correspond à la somme des provisions et reprises de provisions ayant impacté l'actif net au cours de la période sous revue. »

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

3.9. AUTRES INFORMATIONS

3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

	29/12/2023
Titres pris en pension livrée	0,00
Titres empruntés	0,00

3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

	29/12/2023
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	0,00
Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan	0,00

3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	29/12/2023
Actions			0,00
Obligations			0,00
TCN			0,00
OPC			0,00
Instruments financiers à terme			0,00
Total des titres du groupe			0,00

3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	0,00	0,00
Résultat	919 098,25	785 211,36
Acomptes versés sur résultat de l'exercice	0,00	0,00
Total	919 098,25	785 211,36

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	625 738,82	515 449,28
Total	625 738,82	515 449,28

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	34 524,67	44 150,55
Total	34 524,67	44 150,55

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	249 787,24	225 265,83
Total	249 787,24	225 265,83

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Report à nouveau de l'exercice	0,00	0,00
Capitalisation	9 047,52	345,70
Total	9 047,52	345,70

Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	29/12/2023	30/12/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes de l'exercice	743 164,74	-1 236 438,64
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	0,00	0,00
Total	743 164,74	-1 236 438,64

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	542 880,33	-895 481,38
Total	542 880,33	-895 481,38

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	29 880,56	-76 701,97
Total	29 880,56	-76 701,97

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	152 671,66	-262 885,36
Total	152 671,66	-262 885,36

	29/12/2023	30/12/2022
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R		
Affectation		
Distribution	0,00	0,00
Plus et moins-values nettes non distribuées	0,00	0,00
Capitalisation	17 732,19	-1 369,93
Total	17 732,19	-1 369,93

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023
Actif net Global en EUR	44 943 551,66	32 930 466,43	28 266 117,28	48 120 699,89	54 538 947,76
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I en EUR					
Actif net	19 631 190,47	16 991 925,36	9 533 053,17	34 842 647,89	39 828 055,67
Nombre de titres	238 308,000	222 307,000	103 308,000	458 089,739	460 064,771
Valeur liquidative unitaire	82,37	76,43	92,27	76,06	86,57
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-17,24	-16,51	12,51	-1,95	1,18
Capitalisation unitaire sur résultat	0,76	0,23	0,64	1,12	1,36
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N en EUR					
Actif net	2 600 173,39	1 901 653,55	2 257 422,39	2 984 427,62	2 192 159,05
Nombre de titres	31 708,488	25 068,362	24 722,792	39 653,639	25 590,138
Valeur liquidative unitaire	82,00	75,85	91,30	75,26	85,66
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-17,19	-16,42	12,39	-1,93	1,16
Capitalisation unitaire sur résultat	0,36	0,03	0,38	1,11	1,34
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q en EUR					
Actif net	22 668 402,08	13 996 493,77	16 425 427,65	10 240 325,41	11 222 917,64
Nombre de titres	204 650,240	134 698,206	129 481,206	97 256,962	92 994,973
Valeur liquidative unitaire	110,76	103,91	126,85	105,29	120,68
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-20,57	-22,26	17,14	-2,70	1,64
Capitalisation unitaire sur résultat	1,50	1,32	2,19	2,31	2,68

3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022	29/12/2023
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R en EUR					
Actif net	43 785,72	40 393,75	50 214,07	53 298,97	1 295 815,40
Nombre de titres	539,557	541,313	562,410	730,046	15 738,863
Valeur liquidative unitaire	81,15	74,62	89,28	73,00	82,33
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-17,03	-16,23	12,15	-1,87	1,12
Capitalisation unitaire sur résultat	-0,52	-0,36	-0,12	0,47	0,57

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
Actions et valeurs assimilées				
Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé				
ALLEMAGNE				
ALLIANZ SE-REG	EUR	3 640	880 698,00	1,61
AURUBIS AG	EUR	8 802	653 636,52	1,20
BMW BAYERISCHE MOTOREN WERKE	EUR	6 722	677 443,16	1,24
ENCAVIS AG	EUR	79 730	1 242 990,70	2,27
GEA GROUP	EUR	30 452	1 147 735,88	2,11
INFINEON TECHNOLOGIES	EUR	31 882	1 205 139,60	2,21
MERCEDES BENZ GROUP AG REGISTERED SHARES	EUR	17 322	1 083 491,10	1,98
NORDEX AG	EUR	94 705	984 932,00	1,81
SAP SE	EUR	12 902	1 799 570,96	3,30
SIEMENS AG-REG	EUR	6 566	1 115 694,72	2,05
TOTAL ALLEMAGNE			10 791 332,64	19,78
AUTRICHE				
VERBUND	EUR	17 490	1 470 034,50	2,70
TOTAL AUTRICHE			1 470 034,50	2,70
ESPAGNE				
CAIXABANK S.A.	EUR	211 722	788 876,17	1,45
CORP ACCIONA ENERGIAS RENOV	EUR	22 957	644 632,56	1,18
EDP RENOVAVEIS SA EUR5	EUR	79 657	1 475 645,93	2,71
SACYR SA	EUR	373 726	1 168 267,48	2,15
SOLARIA ENERGIA Y MEDIO AMBIENTE SA	EUR	89 256	1 661 054,16	3,04
TOTAL ESPAGNE			5 738 476,30	10,53
FINLANDE				
NOKIA (AB) OYJ	EUR	221 867	677 138,08	1,24
STORA ENSO AB EX ENSO OYJ	EUR	66 631	834 553,28	1,53
UPM-KYMMENE OY	EUR	27 722	944 211,32	1,74
TOTAL FINLANDE			2 455 902,68	4,51
FRANCE				
ALSTOM	EUR	57 400	699 132,00	1,28
AXA	EUR	29 336	865 118,64	1,58
BUREAU VERITAS SA	EUR	58 591	1 339 976,17	2,45
CAPGEMINI SE	EUR	7 930	1 496 787,50	2,75
DERICHEBOURG	EUR	175 547	891 778,76	1,64
GETLINK SE	EUR	92 023	1 524 361,00	2,80
KERING	EUR	1 806	720 594,00	1,32
L'OREAL	EUR	1 300	585 845,00	1,07
LEGRAND SA	EUR	10 441	982 498,10	1,80
LVMH (LOUIS VUITTON - MOET HENNESSY)	EUR	1 151	844 373,60	1,55
NEOEN SA	EUR	41 492	1 256 377,76	2,31
NEXANS SA	EUR	17 351	1 375 066,75	2,52
SCHNEIDER ELECTRIC SE	EUR	8 409	1 528 588,02	2,81
SPIE SA	EUR	53 028	1 500 692,40	2,75
VINCI SA	EUR	9 934	1 129 495,80	2,07
VIVENDI	EUR	102 547	992 244,77	1,82
TOTAL FRANCE			17 732 930,27	32,52

3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
IRLANDE				
KINGSPAN GROUP	EUR	8 238	645 859,20	1,18
TOTAL IRLANDE			645 859,20	1,18
ITALIE				
INTESA SANPAOLO	EUR	327 867	866 716,41	1,59
TOTAL ITALIE			866 716,41	1,59
LUXEMBOURG				
APERAM	EUR	27 038	889 009,44	1,63
TOTAL LUXEMBOURG			889 009,44	1,63
NORVEGE				
AKER CARBON CAPTURE AS	NOK	197 147	238 686,97	0,43
TOTAL NORVEGE			238 686,97	0,43
PAYS-BAS				
ALFEN BEHEER BV	EUR	19 571	1 179 739,88	2,15
ARCADIS	EUR	34 498	1 684 882,32	3,09
ASM INTERNATIONAL NV	EUR	3 517	1 652 814,15	3,03
ASML HOLDING NV	EUR	3 101	2 113 951,70	3,88
ING GROEP NV	EUR	67 047	906 877,72	1,67
SIGNIFY NV	EUR	32 158	975 030,56	1,78
TOTAL PAYS-BAS			8 513 296,33	15,60
SUEDE				
INWIDO	SEK	84 916	1 030 495,13	1,89
TOTAL SUEDE			1 030 495,13	1,89
SUISSE				
DSM FIRMENICH	EUR	8 639	794 788,00	1,46
LANDIS+GYR GROUP AG	CHF	13 007	1 063 795,53	1,95
STMICROELECTRONICS NV	EUR	26 184	1 184 695,08	2,17
TOTAL SUISSE			3 043 278,61	5,58
TOTAL Actions et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé			53 416 018,48	97,94
TOTAL Actions et valeurs assimilées			53 416 018,48	97,94
Créances			4 571,11	0,01
Dettes			-84 947,03	-0,16
Comptes financiers			1 203 305,20	2,21
Actif net			54 538 947,76	100,00

Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE I	EUR	460 064,771	86,57
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE Q	EUR	92 994,973	120,68
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE R	EUR	15 738,863	82,33
Parts DORVAL EUROPEAN CLIMATE INITIATIVE N	EUR	25 590,138	85,66